CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

6^e Législature

DEUXIEME SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1978-1979

COMPTE RENDU INTEGRAL — 7^e SEANCE

2^e Séance du Vendredi 16 Mars 1979.

SOMMAIRE

PRÉSIDENCE DE M. JACQUES CHABAN-DELMAS

1. — Constitution de deux commissions d'enquête. — Nomination des membres (p. 1810).
2. — Votes successifs sur deux motions de censure (p. 1810).
Motion de censure déposée par M. Marchais et plusieurs de ses collègues.
Scrutin public à la tribune.
Suspension et reprise de la séance (p. 1811).
Proclamation des résultats du scrutin.
La motion de censure n'est pas adoptée.
M. Ballanger.
Suspension et reprise de la séance (p. 1811).
Motion de censure déposée par M. Mitterrand et plusieurs de ses collègues.
Scrutin public à la tribune.
Suspension et reprise de la séance (p. 1811).
Proclamation des résultats du scrutin.
La motion de censure n'est pas adoptée.
3. — Dépôt de projets de loi (p. 1811).
4. — Clôture de la deuxième session extraordinaire de 1978-1979 (p. 1812).

PRÉSIDENCE DE M. JACQUES CHABAN-DELMAS

La séance est ouverte à quinze heures.

M. le président. La séance est ouverte.

— 1 —

CONSTITUTION DE DEUX COMMISSIONS D'ENQUETE

Nomination des membres.

M. le président. J'informe l'Assemblée que les candidatures aux trente sièges de la commission d'enquête sur les conditions de l'information publique dont la création a été décidée hier ont été affichées et publiées au *Journal officiel* de ce matin.

Les nominations ont pris effet dès cette publication.

Par ailleurs, le nombre des candidats à la commission d'enquête sur la situation de l'emploi et le chômage n'étant pas supérieur au nombre de sièges à pourvoir, il n'y a pas lieu à scrutin.

Les candidatures vont être affichées et la nomination prendra effet dès la publication au *Journal officiel* de demain.

Je rappelle que la commission d'enquête sera convoquée mardi 20 mars à quinze heures pour l'élection de son bureau.

— 2 —

VOTES SUCCESSIFS SUR DEUX MOTIONS DE CENSURE

M. le président. L'ordre du jour appelle les votes successifs sur les motions de censure déposées :

L'une par :

MM. Marchais, Ballanger, Lajoinie, Andrieux, Ansart, Balmigère, Mme Barbera, MM. Bardol, Barthe, Bocquet, Bordu, Boulay, Bourgois, Brunhes, Bustin, Canacos, Chaminaide, Mme Chavatte, Mme Chonavel, M. Combrisson, Mme Constans, MM. Couillet, Depietri, Bernard Deschamps, Ducloné, Duroméa, Dutard, Fiterman, Mme Fost, Mme Fraysse-Cazalis, MM. Frelaut, Garcin, Gauthier, Girardot, Mme Gœuriot, MM. Goldberg, Gosnat, Gouhier, Mme Goutmann, MM. Gremetz, Hage, Hermier, Mme Horvath, MM. Houel, Jans, Jean Jarosz, Jourdan, Jouve, Juquin, Kalinsky, Paul Laurent, Lazzarino, Mme Leblanc, MM. Legrand, Léger, Leizour, Leroy, Le Meur, Maillet, Maisonnat, Marin, Maton, Gilbert Millet, Montdargent, Mme Gisèle Moreau, MM. Nilès, Odru, Porcu, Porelli, Mme Porte, MM. Privat, MM. Ralite, Renard, Rieubon, Rigout, Roger, Ruffe, Soury, Tassy, Tourné, Vial-Massat, Villa, Visse, Robert Vizet, Warguies, Zarka ;

L'autre par :

MM. Mitterrand, Defferre, Mauruy, Crépeau, Chevènement, Michel Rocard, Brugnon, Chandernagor, Gau, Pierre Joxe, Labarère, Maurice Faure, Savary, Pierre Lagorce, Mme Avice, MM. Laurissergues, Forni, Abadie, Merimaz, Mexandeau, Hernu, Auroux, Bèche, Roland Beix, Jean-Pierre Cot, Darras, Besson, Darinot, Fillioud, Daniel Benoist, Cellard, Denvers, Pistre, Henri Deschamps, Fabius, Prouvost, Forgues, Vidal, Cambolive, Popere, Boucheron, Aumont, Chénard, Autain, Claude Wilquin, Pignion, Bayou, Andrieu, Delehedde, Delelis, Vacant, Pierret, Gaillard, Taddei, Alain Richard, Dubedout, Raymond, Lemoine, François Massot, Claude Michel, Le Pensec, Evin, Huguet, Nucci.

Je rappelle les termes de la première de ces motions, déposées en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution :

« La politique de redéploiement et d'austérité conduite par le Gouvernement Giscard-Barre et sa majorité RPR-UDF approfondit la crise de la société française.

« La crise, même si elle ne se limite pas à notre pays, est avant tout nationale. Son origine se trouve dans l'accaparement par la grande bourgeoisie capitaliste des ressources de notre pays et du travail de son peuple.

« La France connaît un chômage dramatique comme jamais dans le passé. La croissance économique est quasi stoppée. L'application des directives européennes entraîne la destruction

d'immenses capacités de production. C'est le cas de la sidérurgie dont le plan Davignon a défini à Bruxelles le démantèlement, de la construction navale, du textile, de la machine-outil. Des régions entières sont sacrifiées à une politique qui favorise les exportations de capitaux et les profits des groupes dominants. C'est un coup sans précédent porté à la maîtrise nationale de l'économie.

« Cette politique de gâchis humain et matériel est incapable de sortir la France de la crise. Ses résultats sont l'aggravation des difficultés pour les travailleurs et leurs familles, et souvent la misère, le désespoir et des conditions de vie indignes de notre temps. Ce sont l'accentuation des inégalités sociales, une fiscalité directe locale insoutenable, des attaques contre la sécurité sociale. L'augmentation des profits nourrit la spéculation et entretient le luxe des privilégiés de la fortune.

« Mettant directement en cause l'indépendance de notre pays, le pouvoir tend à intégrer la France dans un bloc européen et atlantique. Il accepte l'hégémonie économique et politique de l'Allemagne de l'Ouest sur l'Europe occidentale sous la haute tutelle des Etats-Unis. Sur le plan de la défense, la France se voit réintégrée dans le bloc militaire de l'O.T.A.N.

« L'élargissement du Marché commun constituerait un nouveau pas dans cette orientation profondément négative. Il aggraverait encore l'austérité, le chômage, et se traduirait par une concurrence insoutenable pour l'agriculture française.

« Les députés signataires condamnent cette politique de chômage, de répression sociale, de déclin et de vassalisation de la France.

« Ils exigent l'arrêt immédiat de tout licenciement, l'arrêt du démantèlement de la sidérurgie, le maintien en activité et le développement du potentiel industriel, attribut essentiel de l'indépendance nationale.

« C'est pourquoi ils proposent à l'Assemblée nationale de censurer le Gouvernement conformément à l'article 49, alinéa 2, de la Constitution. »

Je rappelle les termes de la deuxième motion :

« Notre pays se débat actuellement dans une situation morale, économique et sociale grave qui peut, à tout moment, devenir tragique.

« La politique du Gouvernement Giscard-Barre aggrave cette situation en choisissant délibérément d'accepter pour la France toutes les conséquences de la restructuration du capitalisme multinational. Notre pays connaît un chômage dramatique, comme jamais dans le passé. La croissance économique est quasi stoppée. L'inflation persiste. Les licenciements et les faillites se multiplient. La sidérurgie est en voie de démantèlement. Des régions entières sont sinistrées.

« Il est temps de changer de politique et d'ouvrir un autre avenir à la France.

« Pour ces raisons, les députés signataires proposent à l'Assemblée nationale de censurer le Gouvernement, conformément à l'article 49, alinéa 2, de la Constitution. »

Je vais mettre aux voix la motion de censure déposée par M. Marchais et plusieurs de ses collègues.

En application des articles 65 et 66, paragraphe II, du règlement, il doit être procédé au vote par scrutin public à la tribune.

Le scrutin va avoir lieu par bulletins.

Je prie Mmes et MM. les députés disposant d'une délégation de vote de vérifier immédiatement au bureau des secrétaires, à ma gauche, si leur délégation a bien été enregistrée à la présidence.

Je vais tirer au sort la lettre par laquelle commencera l'appel nominal.

(Le sort désigne la lettre P.)

M. le président. Le scrutin va être annoncé dans l'ensemble du Palais.

Afin de faciliter le déroulement ordonné du scrutin, j'invite justement nos collègues à ne monter à la tribune qu'à l'appel de leur nom ou de celui de leur délégué.

Je rappelle à ceux de nos collègues disposant d'une délégation qu'ils doivent remettre à Mme et MM. les secrétaires, non pas un bulletin ordinaire, mais une consigne écrite sur laquelle sont portés le nom du délégué, le nom et la signature du délégué.

Je rappelle également que seuls les députés favorables à la motion de censure participent au scrutin.

J'invite donc Mme et MM. les secrétaires à ne déposer dans l'urne que les bulletins blancs ou les délégations « pour ».

Le scrutin est ouvert.

Il sera clos à quinze heures cinquante.

Huissiers, veuillez commencer l'appel nominal.

(L'appel a lieu. Le scrutin est ouvert à quinze heures cinq.)

M. le président. Personne ne demande plus à voter ?...

Le scrutin est clos.

J'invite Mme et MM. les secrétaires à se retirer dans le quatrième bureau pour procéder au dépouillement des bulletins. Le résultat du scrutin sera proclamé ultérieurement.

Suspension et reprise de la séance.

M. le président. La séance est suspendue pendant le dépouillement du scrutin.

(La séance, suspendue à quinze heures cinquante, est reprise à seize heures dix.)

M. le président. La séance est reprise.

Voici le résultat du scrutin :

Majorité requise pour l'adoption de la motion de censure	246
Pour l'adoption	86

La majorité requise n'étant pas atteinte, la motion de censure n'est pas adoptée.

Suspension et reprise de la séance.

M. Robert Ballanger. Je demande une suspension de séance d'une demi-heure environ.

M. le président. Elle est de droit.

(La séance, suspendue à seize heures quinze, est reprise à dix-sept heures dix.)

M. le président. La séance est reprise.

Je vais mettre aux voix la motion de censure déposée par M. Mitterrand et plusieurs de ses collègues.

Je prie Mmes et MM. les députés disposant d'une délégation de vote de vérifier immédiatement au bureau des secrétaires, à ma gauche, si leur délégation a bien été enregistrée à la présidence.

Je vais tirer au sort la lettre par laquelle commencera l'appel nominal.

(Le sort désigne la lettre P.)

M. le président. Le scrutin va être annoncé dans l'ensemble du Palais.

M. le président. Le scrutin est ouvert.

Il sera clos à dix-sept heures cinquante-cinq.

Huissiers, veuillez commencer l'appel nominal.

(L'appel a lieu. Le scrutin est ouvert à dix-sept heures dix.)

M. le président. Personne ne demande plus à voter ?...

Le scrutin est clos.

J'invite Mme et MM. les secrétaires à se retirer dans le quatrième bureau pour procéder au dépouillement des bulletins.

Le résultat du scrutin sera proclamé ultérieurement.

Suspension et reprise de la séance.

M. le président. La séance est suspendue pendant le dépouillement du scrutin.

(La séance, suspendue à dix-sept heures cinquante-cinq, est reprise à dix-huit heures vingt-cinq.)

M. le président. La séance est reprise.

Voici le résultat du scrutin :

Majorité requise pour l'adoption de la motion de censure	246
Pour l'adoption	200

M. Emmanuel Hamel. C'est un beau succès pour le Gouvernement.

M. le président. La majorité requise n'étant pas atteinte, la motion de censure n'est pas adoptée.

— 3 —

DEPOT DE PROJETS DE LOI

M. le président. J'ai reçu de M. le Premier ministre un projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers et portant création de l'Office national d'immigration.

Le projet de loi sera imprimé sous le numéro 922, distribué et renvoyé à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. le Premier ministre un projet de loi complétant la loi n° 77-744 du 8 juillet 1977 modifiant le régime communal dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances.

Le projet de loi sera imprimé sous le numéro 923, distribué et renvoyé à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. le Premier ministre un projet de loi complétant la loi n° 77-1460 du 8 juillet 1977 modifiant le régime communal dans le territoire de la Polynésie française.

Le projet de loi sera imprimé sous le numéro 924, distribué et renvoyé à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

— 4 —

CLOTURE DE LA DEUXIEME SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1978-1979

M. le président. J'ai reçu de M. le Premier ministre le décret suivant, dont je donne lecture à l'Assemblée :

« Décret portant clôture de la session extraordinaire du Parlement.

- « Le Président de la République,
- « Sur le rapport du Premier ministre,
- « Vu les articles 29 et 30 de la Constitution,

Décrète :

« Art. 1^{er}. — La session extraordinaire du Parlement est close.

« Art. 2. — Le Premier ministre est chargé de l'exécution du présent décret.

« Fait à Paris, le 16 mars 1979.

« Signé : VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

« Par le Président de la République :

« Le Premier ministre,

« Signé : RAYMOND BARRE. »

Acte est donné de cette communication.

Conformément au décret dont je viens de donner lecture, la session extraordinaire est close.

La séance est levée.

(La séance est levée à dix-huit heures trente.)

Le Directeur du service du compte rendu sténographique
de l'Assemblée nationale,
LOUIS JEAN.

Constitution d'une commission d'enquête.

CANDIDATURES A LA COMMISSION D'ENQUÊTE
SUR LA SITUATION DE L'EMPLOI ET LE CHÔMAGE

(30 sièges à pourvoir.)

MM. Jean-Pierre Abelin.
Edmond Alplandery.
Emmanuel Aubert.
Didier Bariani.
Robert Bisson.
Alain Bonnel.
Jacques Brunhes.
René Caille.
Michel Cointat.
Georges Delfosse.
Xavier Deniau.
César Depietri.
M^{lle} Marie-Madeleine
Dienesch.
M. Claude Evin.
M^{me} Paulette Fost.

MM. Antoine Gissinger.
Roger Gouhier.
Alain Hauteœur.
Xavier Hunault.
Pierre Lagourgue.
Pierre Mauroy.
Charles Millon.
Michel Noir.
Maurice Pourchon.
André Rossinot.
Philippe Séguin.
Yvon Tondon.
Georges Tranchant.
Alain Vivien.
Claude Wargnies.

Ces candidatures ont été affichées et la nomination prend effet dès la publication au *Journal officiel* du samedi 17 mars 1979.

Bureau de commission d'enquête.

COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LES CONDITIONS
DE L'INFORMATION PUBLIQUE

Dans sa séance du vendredi 16 mars 1979, la commission d'enquête a nommé :

Président : M. Marc Lauriol.

Vice-président : M. Robert-André Vivien.

Secrétaire : M. Bernard Stasi.

Rapporteur : M. Jacques Douffiagues.

ANNEXES AU PROCÈS-VERBAL

DE LA

2^e Séance du Vendredi 16 Mars 1979.

SCRUTIN (N° 157)

Publié à la tribune.

Sur la motion de censure déposée par M. Marchais en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution. (Résultat du pointage.)

Majorité requise pour l'adoption de la motion de censure..... 246

Pour l'adoption..... 86

L'Assemblée nationale n'a pas adopté.

Ont voté pour :

MM.
Andrieux
(Pas-de-Calais).
Ansart.
Ballanger.
Balmigère.
Mme Barbera.
Bardol.
Barthe.
Bocquet.
Bordu.
Boulay.
Bourgeois.
Brunhes.
Bustin.
Canacos.
Chaminade.
Mme Chavatte.
Mme Chonavel.
Combrisson.
Mme Constans.
Couillet.
Depietri.
Deschamps
(Bernard).
Ducoloné.
Duroméa.
Dutard.
Fiterman.
Mme Fost.
Mme Fraysse-Cazalis.

Frelaut.
Garcin.
Gauthier.
Girardot.
Mme Goeuriot.
Goldberg.
Gosnat.
Gouhier.
Mme Goutmann.
Gremetz.
Hage.
Hermier.
Mme Horvath.
Houël.
Jans.
Jarosz (Jean).
Jardan.
Jouve.
Juquin.
Kalinsky.
Lajoine.
Laurent (Paul).
Lazzarino.
Mme Leblanc.
Léger.
Legrand.
Leizour.
Le Meur.
Leroy.
Mallét.

Maisonnat.
Marchais.
Marin.
Maton.
Millet (Gilbert).
Montdargent.
Mme Moreau
(Gisèle).
Nilès.
Odru.
Porcu.
Porelli.
Mme Porte.
Mme Privat.
Rallite.
Renard.
Rieubon.
Rigout.
Roger.
Ruffe.
Soury.
Tassy.
Tourné.
Vial-Massat.
Vills.
Visse.
Vizet (Robert).
Wargnies.
Zarka.

Ont délégué leur droit de vote :

(Application de l'ordonnance n° 58-1066 du 7 novembre 1958.)

M^{me} Fraysse-Cazalis à M. Brunhes.

MM. Lazzarino à M. Marin.
Marchais à M. Gouhier.
Porcu à M. Depietri.

M^{me} Porte à M. Rieubon.

MM. Roger à M. Gauthier.
Ruffe à M. Dutard.

SCRUTIN (N° 158)

Publié à la tribune.

Sur la motion de censure déposée par M. Mitterrand en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution. (Résultat du pointage.)

Majorité requise pour l'adoption de la motion de censure..... 246

Pour l'adoption..... 200

L'Assemblée nationale n'a pas adopté.

Ont voté pour :

MM.
Abadie.
Andrieu
(Haute-Garonne).
Andrieux
(Pas-de-Calais).
Ansart.
Aumont.
Auroux.
Autain.
Mme Avice.
Ballanger.
Balmigère.
Bapt (Gérard).
Mme Barbera.
Bardol.
Barthe.
Baylet.
Bayou.
Bèche.
Beix (Roland).
Benoit (Daniel).
Besson.
Billardon.
Billoux.
Bocquet.
Bonnet (Alain).
Bordu.
Boucheron.
Boulay.
Bourgeois.
Brugnon.
Brunhes.
Bustin.
Cambolive.
Canacos.
Cellard.
Chaminade.
Chandernagor.
Mme Chavatte.
Chénard.
Chevenement.
Mme Chonavel.
Combrisson.

Mme Constans.
Cot (Jean-Pierre).
Couillet.
Crépeau.
Darnot.
Darras.
Defferra.
Defontaine.
Delehedde.
Delelis.
Denvers.
Depietri.
Derostler.
Deschamps
(Bernard).
Deschamps (Henri).
Dubedout.
Ducoloné.
Dupilet.
Duraffour (Paul).
Duroméa.
Duroure.
Dutard.
Emmanuel.
Evin.
Fabius.
Fabre (Robert).
Faugaret.
Faure (Gilbert).
Faure (Maurice).
Fillioud.
Fiterman.
Florian.
Forgues.
Forni.
Mme Fost.
Franceschi.
Mme Fraysse-Cazalis.
Frelaut.
Gaillard.
Garcin.
Garrouste.
Gau.
Gauthier.

Girardot.
Mme Goeuriot.
Goldberg.
Gosnat.
Gouhier.
Mme Goutmann.
Gremetz.
Guidoni.
Haesebroeck.
Hage.
Hauteceur.
Hermier.
Hernu.
Mme Horvath.
Houël.
Houteer.
Huguet.
Huyghues
des Etages.
Mme Jacq.
Jagoret.
Jens.
Jarosz (Jean).
Jourdan.
Jouve.
Joxe.
Juilen.
Juquin.
Kalinsky.
Labarrère.
Laborde.
Lagorce (Pierre).
Lajoine.
Laurain.
Laurent (André).
Laurent (Paul).
Laurissergues.
Lavédrine.
Lavielle.
Lazzarino.
Mme Leblanc.
Le Drian.
Léger.
Legrand.

Leizour.
Le Meur.
Lemouine.
Le Pensec.
Leroy.
Madrelle (Bernard).
Madrelle (Philippe).
Maillet.
Maisonnat.
Malvy.
Manel.
Marchais.
Marchand.
Martin.
Masquère.
Massol (François).
Maton.
Mauroy.
Mellick.
Mermaz.
Mexandeau.
Michel (Claude).
Michel (Henri).
Millet (Gilbert).
Mitterrand.

Montdargent.
Mme Moreau
(Gisèle).
Nilès.
Notebart.
Nucci.
Odru.
Pesce.
Pallibert.
Pierret.
Pignion.
Pistre.
Poperen.
Porcu.
Porelli.
Mme Porte.
Pourchon.
Mme Privat.
Prouvost.
Quilès.
Ralle.
Raymond.
Renard.
Richard (Alain).
Rieubon.

Rigout.
Rocard (Michel).
Roger.
Ruffe.
Saint-Paul.
Sainte-Marie.
Sanrot.
Savary.
Sénès.
Soury.
Taddei.
Tassy.
Tondon.
Tourne.
Vacant.
Vial-Massal.
Vidal.
Villa.
Visse.
Vivien (Alain).
Vizet (Robert).
Wargnies.
Wilquin (Claude).
Zurka.

MM. Deschamps (Henri) à M. Darinot.
Dubedout à M. Savary.
Duraftour (Paul) à M. Cellard.
Durouye à M. Sainte-Marie.
Evin à M. Vivien (Alain).
Faure (Maurice) à M. Haesebroeck.
Filloud à M. Quilès.
Florion à M. Hauteceur.
Forgues à M. Hauteceur.
Forni à M. Antain.
Gaillard à M. Auroux.
Gau à M. Vidal.
Guldont à Mme Avice.
Hernu à M. Vacant.
Huyghues des Etages à M. Fabius.
Joxe à M. Nucci.
Labarrère à M. EmmanuelH.
Laurain à M. Pourchon.
Laurissergues à M. Garrouste.
Lazzarino à M. Marin.
Le Drian à M. Prouvost.
Lemoine à M. Cambolive.
Le Pensec à M. Jagrot.
Madrelle (Philippe) à M. Madrelle (Bernard).
Malvy à M. Wilquin (Claude).
Manel à M. Franceschi.
Mauroy à M. Faugaret.
Mermaz à M. Michel (Claude).
Mexandeau à M. Laborde.
Michel (Henri) à M. Pesce.
Mitterrand à M. Beix (Roland).
Notebart à M. Chenard.
Philibert à M. Lagorce (Pierre).
Pierret à M. Sénès.
Pignion à M. Delelis.
Poperen à M. Duplet.
Porcu à M. Depietri.
M^{me} Porte à M. Rieubon.
MM. Raymond à M. Brugnon.
Rocard (Michel) à M. Richard (Alain).
Roger à M. Gauthier.
Ruffe à M. Dutard.
Sanrot à M. Pistre.
Taddei à M. Laurent (André).

Ont délégué leur droit de vote :

(Application de l'ordonnance n° 58-1066 du 7 novembre 1958.)

MM. Abadie à M. Defontaine.
Bapt (Gérard) à M. Masquère.
Baylet à M. Massol (François).
Benoit (Daniel) à M. Bèche.
Billardon à M. Lavédrine.
Billoux à M. Tondon.
Bonnet (Alain) à M. Julien.
Chandernagor à M. Bayou.
Cot (Jean-Pierre) à Mme Jacq.
Crépeau à M. Andrien (Haute-Garonne).
Delehedde à M. Faure (Gilbert).
Denvers à M. Boucheron.
Derosier à M. Aumont.

QUESTIONS

REMISES A LA PRESIDENCE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

ET

RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT

(Art. 133, 134, 135 et 137 du règlement.)

Pensions de retraite civiles et militaires (retraités : militaires).

13871. — 17 mars 1979. — M. Pierre Girardot expose à M. le ministre de la défense la revendication des militaires retraités concernant le remodelage des échelles de soldes. Ce remodelage devrait permettre l'application de la péréquation des pensions aux retraités militaires. Cette mesure serait également conforme aux propositions du groupe de travail qui a fonctionné auprès du cabinet du ministre de la défense en 1976. Il lui demande de préciser les mesures qu'il compte prendre pour donner une suite favorable à cette revendication.

Armée (sous-officiers et officiers marinières).

13872. — 17 mars 1979. — M. Pierre Girardot demande à M. le ministre de la défense de bien vouloir informer le Parlement des décisions prises par le Gouvernement suite à la demande des retraités militaires concernant l'assimilation aux grades existants des grades aujourd'hui supprimés de second maître de première et deuxième classe, de sergent-major, de maître et d'aspirant.

Pensions de retraite civiles et militaires (retraités : militaires).

13873. — 17 mars 1979. — M. Pierre Girardot rappelle à M. le ministre de la défense qu'en raison de la non-rétroactivité des lois prévoyant des avantages sociaux les retraités militaires subissent des injustices dans un certain nombre de domaines. C'est notamment le cas des veuves des retraités, qui bien que réunissant toutes les conditions requises par le code des pensions civiles et militaires de retraite annexé à la loi du 26 décembre 1964 pour avoir droit à pension de réversion en sont écartées en raison de la date de leur veuvage antérieur au 1^{er} décembre 1964. De même, les retraités proportionnels d'avant le 1^{er} décembre 1964 réunissant par ailleurs les conditions requises par le code des pensions civiles et militaires de retraite annexé à la loi du 26 décembre 1964 n'ont pas droit à majoration pour enfants. Enfin, une distinction subsiste entre militaires retraités avant ou après le 3 août 1962 pour l'ouverture du droit à pension d'invalidité au taux du grade. Pour mettre fin à ces inégalités, il lui demande d'appliquer le principe de la rétroactivité des lois prévoyant des avantages sociaux.

Armée (officiers et sous-officiers).

13874. — 17 mars 1979. — M. Pierre Girardot demande à M. le ministre de la défense de bien vouloir informer le Parlement des suites qu'il compte donner aux propositions faites par la commission de la défense nationale et des forces armées en ce qui concerne le paiement aux militaires de l'indemnité familiale d'expatriation pour un séjour effectué en Allemagne entre le 6 mai 1956 et le 11 octobre 1963.

Emploi (retraités militaires).

13875. — 17 mars 1979. — M. Pierre Girardot rappelle à M. le ministre de la défense que le statut général des militaires impose aux cadres servant sous contrat ou statutairement des limites d'âge qui peuvent les rendre très tôt à la vie civile. L'armée a le pouvoir unilatéral de ne pas renouveler les contrats et pour s'assurer le service de cadres jeunes, elle emploie des incitations au départ et même l'impose à partir de quinze ans de services à des sous-officiers qui se retrouvent quelquefois à trente-cinq ans sans travail avec une pension ne dépassant pas toujours 1 500 francs par mois. La réinsertion dans la vie active de ces militaires s'avère être très difficile avec l'extension du chômage. Il n'est pas équitable d'employer le terme de « retraités » à l'égard de ces hommes encore jeunes pour lesquels le manque de travail a les mêmes conséquences matérielles et morales que pour toutes les victimes du chômage. En conséquence, il lui demande de préciser les mesures qu'il compte prendre pour assurer le droit au travail de ces « retraités » militaires.

QUESTIONS ÉCRITES

(Art. 139 et 133 du règlement.)

Article 139 du règlement :

« 1. Les questions écrites sont rédigées, notifiées et publiées dans les conditions fixées par l'article 133. En outre, elles ne doivent contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers nommément désignés ;

« 2. Les réponses des ministres doivent être publiées dans le mois suivant la publication des questions. Ce délai ne comporte aucune interruption ;

« 3. Dans ce délai, les ministres ont toutefois la faculté soit de déclarer par écrit que l'intérêt public ne leur permet pas de répondre, soit, à titre exceptionnel, de demander, pour rassembler les éléments de leur réponse, un délai supplémentaire qui ne peut excéder un mois ;

« 4. Lorsqu'une question écrite n'a pas obtenu de réponse dans les délais susvisés, son auteur est invité par le président de l'Assemblée à lui faire connaître s'il entend ou non la convertir en question orale. Dans la négative, le ministre compétent dispose d'un délai supplémentaire d'un mois ;

« 5. Dans le cas où la question écrite est transformée en question orale, celle-ci prend rang dans les conditions prévues au dernier alinéa de l'article 133 ;

« 6. Font l'objet d'un rappel publié au Journal officiel les questions écrites auxquelles il n'a pas été répondu dans les délais prévus aux alinéas 2, 3 et 4 du présent article ;

« 7. Le texte des questions écrites est reproduit dans les rappels. Il est communiqué aux auteurs des questions en même temps que le rappel leur est notifié. »

QUESTIONS ECRITES

REMISES A LA PRESIDENCE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

Travailleurs étrangers (logement).

13821. — 17 mars 1979. — **M. Gilbert Gantier** appelle l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur les conditions d'attribution des logements aux travailleurs immigrés. En application de l'article 61 de la loi de finances de 1975, les entreprises contribuent sous forme de subvention versée à des organismes collecteurs à l'effort de logement des travailleurs immigrés mais sans contrepartie. Les entreprises ne peuvent pas, en effet, désigner un salarié pour occuper un logement situé dans un programme agréé pour les immigrés. C'est l'autorité préfectorale du département qui dispose de ce droit. En conséquence, il lui demande : quel est le montant des fonds obligatoirement affectés depuis 1975 au logement des travailleurs immigrés au titre de la contribution des entreprises et quel a été l'emploi de ces versements ; par quel moyen les entreprises peuvent-elles obtenir de l'administration préfectorale l'attribution d'un logement locatif en faveur d'un travailleur immigré.

Fonctionnaires et agents publics (recrutement).

13822. — 17 mars 1979. — **M. Gilbert Gantier** appelle l'attention de **M. le Premier ministre** sur le fait qu'il n'existe actuellement aucun texte d'application concernant la disposition prise par l'article 3 de la loi n° 77-730 du 7 juillet 1977 relative aux modalités exceptionnelles d'accès au corps des fonctionnaires. Il lui demande s'il envisage dans un avenir proche de prendre les mesures nécessaires à l'application de ce texte.

Hôpitaux (accueil).

13823. — 17 mars 1979. — **M. François Massot** rappelle à **Mme le ministre de la santé et de la famille** que, lors de la discussion au Sénat des propositions de loi sur la prévention et la répression du viol, **Mme le secrétaire d'Etat** auprès du garde des sceaux avait déclaré que la protection des victimes et l'amélioration de leur accueil lui semblaient devoir être envisagées d'une manière sensiblement différente — et moins discriminatoire, selon elle — que celle préconisée par les auteurs des propositions de loi. Elle avait observé, notamment, qu'il lui paraissait opportun « de développer l'information des personnels concernés, notamment par voie réglementaire ». A cette fin, indiquait-elle, **M. le garde des sceaux** avait demandé au ministre de l'Intérieur et au ministre de la santé de prévoir certaines dispositions pour améliorer cet accueil ; c'est dans cet esprit que le ministre de la santé était invité à adresser une circulaire au personnel hospitalier ayant en charge cet accueil. Au moment où la commission des lois de l'Assemblée nationale va examiner ces propositions, **M. Massot** souhaiterait connaître les mesures envisagées ou déjà prises.

Police (commissariats).

13824. — 17 mars 1979. — **M. François Massot** rappelle à **M. le ministre de l'Intérieur** que, lors de la discussion au Sénat des propositions de loi sur la prévention et la répression du viol, **Mme le secrétaire d'Etat** auprès du garde des sceaux avait déclaré que la protection des victimes et l'amélioration de leur accueil lui semblaient devoir être envisagées d'une manière sensiblement différente — et moins discriminatoire, selon elle — que celle préconisée par les auteurs des propositions de loi. Elle avait observé, notamment, qu'il lui paraissait opportun « de développer l'information des personnels concernés, notamment par voie réglementaire ». A cette fin, indiquait-elle, **M. le garde des sceaux** avait demandé au ministre de l'Intérieur et au ministre de la santé de prévoir certaines dispositions pour améliorer cet accueil ; c'est dans cet esprit que le ministre de l'Intérieur était invité à prévoir, dans toute la mesure du possible, la présence d'un inspecteur de police femme dans les commissariats. Au moment où la commission des lois de l'Assemblée nationale va examiner ces propositions, **M. Massot** souhaiterait connaître les suites réservées à cette demande.

Assurance vieillesse (pensions).

13825. — 17 mars 1979. — **M. Emmanuel Aubert** s'étonne auprès de **Mme le ministre de la santé et de la famille** de n'avoir pas obtenu de réponse à sa question écrite n° 2830 (*J. O. Débats* n° 39 du 2 juin 1978, p. 2430) et ceci malgré plusieurs rappels. Cette

question date maintenant de près de dix mois et comme il tient à connaître sa position au sujet du problème évoqué, il lui en renouvelle les termes en lui demandant une réponse dans les délais les plus rapides possibles. Il appelle donc à nouveau son attention sur le fait que certains régimes de retraite exigent le remboursement du montant de la pension de vieillesse versée lorsque le décès du retraité est intervenu avant la fin du trimestre échu, et ce même si le décès s'est produit quelques heures avant cette échéance. Il lui fait observer que la récupération de l'avantage vieillesse auprès de la famille de l'intéressé est particulièrement contestable, étant entendu d'une part, que la pension est à terme échu et que d'autre part, les proches du bénéficiaire ont à faire face à des frais inhérents, souvent à la maladie de celui-ci et, en tout état de cause, à son décès. Il lui demande que des dispositions soient prises, permettant l'interdiction des remboursements de retraites de vieillesse demandées dans de telles conditions.

Viande (cheval).

13826. — 17 mars 1979. — **M. Jean-Pierre Behtar** demande à **M. le ministre de l'agriculture** de lui faire le point sur l'actuelle politique du Gouvernement en matière d'importation de viande de cheval. Il lui demande également s'il ne juge pas opportun une réévaluation des prix à la production et de la prime aux poulains.

Laits et produits laitiers (lait).

13827. — 17 mars 1979. — **M. Henry Berger** s'étonne auprès de **M. le ministre de l'éducation** de n'avoir pas obtenu de réponse à sa question écrite n° 10229 parue au *Journal officiel* des débats de l'Assemblée nationale n° 115 du 15 décembre 1978 (p. 9487). Trois mois s'étant écoulés depuis la parution de cette question et comme il tient à connaître sa position à l'égard du problème évoqué, il lui en renouvelle les termes en lui demandant si possible une réponse rapide. En conséquence, il lui rappelle que les dispositions intervenues depuis 1954 concernant les distributions de lait dans les écoles sont devenues caduques depuis le 31 décembre 1964. Tous les nutritionnistes, pédiatres et sommités compétentes s'accordent cependant à observer que rares sont les enfants en France consommant le matin avant de se rendre à l'école, un petit déjeuner digne de ce nom. En conséquence, en milieu de matinée, les enfants ont besoin d'un apport alimentaire. Diverses expériences en cours de réalisation dans les écoles (Dijon, Paris, Vitry, Salon-de-Provence et plusieurs villes de la banlieue parisiennes) sont menées dans le but de rétablir le déséquilibre alimentaire énoncé plus haut ; chaque jour, le matin à dix heures, est offerte aux écoliers une portion de 20 centilitres de lait, consommable à l'aide d'une paille. Dans la mesure où de nombreuses études médicales réalisées au cours des derniers mois à partir des premiers résultats de ces expériences concluent à une amélioration sensible et un meilleur équilibre de la nutrition des enfants concernés, il lui demande, en accord avec son collègue, **M. le ministre de l'agriculture**, s'il ne serait pas possible de prendre des mesures et de prévoir les crédits nécessaires afin d'étendre et de développer ces expériences à l'ensemble des écoles maternelles françaises.

Laits et produits laitiers (lait).

13828. — 17 mars 1979. — **M. Henry Berger** s'étonne auprès de **M. le ministre de l'agriculture** de n'avoir pas obtenu de réponse à sa question écrite n° 10243 publiée au *Journal officiel* des débats de l'Assemblée nationale n° 116 du 18 décembre 1978 (p. 9617). Trois mois s'étant écoulés depuis la publication de cette question et comme il tient à connaître sa position à l'égard du problème évoqué, il lui en renouvelle les termes en lui demandant si possible une réponse rapide. En conséquence il lui rappelle qu'en vertu de la circulaire n° VI 89-517 du 22 décembre 1969, le fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles (F. O. R. M. A.) en vue de promouvoir la distribution de lait et de fromage dans les établissements scolaires du cycle primaire alloue par jour et par élève, une subvention fixée actuellement à 1,3 centime par centilitre de lait (ou équivalent). Tous les nutritionnistes, pédiatres et sommités compétentes s'accordent à observer que rares sont les enfants en France consommant le matin avant de se rendre à l'école un petit déjeuner digne de ce nom. En conséquence, en milieu de matinée, les enfants ont besoin d'un apport alimentaire. La quote-part actuelle de 0,26 franc pour vingt centilitres de lait (40 p. 100 du coût réel de la distribution) accordée par le F. O. R. M. A. peut être attribuée à l'ensemble des élèves fréquentant le cycle primaire (soit 7 200 000 élèves). Il lui demande s'il ne serait toutefois pas plus judicieux, en accord avec son

collègue, M. le ministre de l'éducation, de financer la totalité de la distribution en instituant la gratuité aux élèves scolarisés dans les écoles maternelles (2 600 000 élèves) de façon à offrir à ces derniers une portion de lait chaque matin à 10 heures.

Chômage (indemnisation, conditions d'attribution).

13829. — 17 mars 1979. — **M. Jean Bernard** s'étonne auprès de **M. le ministre du travail et de la participation** de n'avoir pas obtenu de réponse à sa question écrite n° 8467 publiée au *Journal officiel* des débats de l'Assemblée nationale n° 94 du 14 novembre 1978. Quatre mois s'étant écoulés depuis la parution de cette question et comme il tient à connaître sa position à l'égard du problème évoqué, il lui en renouvelle les termes en lui demandant, si possible, une réponse rapide. En conséquence, il appelle son attention sur la situation d'une entreprise qui doit licencier certains salariés employés à l'heure. Il semble que le calcul des différentes indemnités pose un problème que le code du travail ne permet pas de résoudre en toute certitude. En outre, la profession n'a pas de convention collective. Il s'agit d'un licenciement pour motif économique, les salariés concernés étant employés à l'heure, le tarif horaire comprenant les congés payés. La présence de ces salariés dans l'entreprise excède deux ans et leur activité effective porte sur huit à dix mois par an. Il lui demande dans ces conditions si l'indemnité doit se calculer de la même façon, et sur la base de vingt heures de salaire par année de service pour un salarié effectuant un petit nombre d'heures par mois (par exemple, quinze à vingt), et pour un salarié effectuant un nombre d'heures beaucoup plus important (par exemple, cinquante à cent). Au contraire, faut-il calculer l'indemnité proportionnellement au salaire de chacun, comme il est fait dans le cas des mensuels, qui reçoivent un dixième de mois par année d'ancienneté; dans ce cas, faut-il considérer la base de vingt heures comme étant applicable aux salariés effectuant un temps complet par mois. Par exemple: si l'on applique la règle de vingt heures par année de service sans tenir compte de l'importance horaire de ce service, on arrive à des situations totalement paradoxales: ainsi un salarié qui ne ferait qu'une heure par mois (soit dix ou douze heures par an; dans le cas de l'entreprise en cause: dix heures) arriverait à percevoir une indemnité égale à vingt heures (soit deux années ou presque) de salaire par année d'ancienneté, ce qui est sans commune mesure avec l'indemnité d'un salarié mensuel qui, lui, perçoit une indemnité de un dixième de mois (soit un cent-vingtième d'année) de salaire par année d'ancienneté. Il souhaiterait également savoir, d'autre part, si un salarié dont l'activité s'étend sur huit (ou dix) mois de l'année doit percevoir huit douzièmes (dix douzièmes) de l'indemnité qui aura été précédemment calculée ou la totalité de celle-ci. **M. Jean Bernard** demande à **M. le ministre du travail et de la participation** de bien vouloir lui donner le maximum de précisions en ce qui concerne la situation qu'il vient de lui exposer.

Saisie-arrêt (rémunérations).

13830. — 17 mars 1979. — **M. Alexandre Bolo** rappelle à **M. le ministre du travail et de la participation** que les salaires ne peuvent servir que partiellement au paiement forcé d'une dette. La loi établit le barème applicable en fixant les limites de chaque tranche de salaire qui ne peut être saisie ou cédée que partiellement. Elle fixe, d'autre part, le pourcentage disponible dans chacune de ces tranches de salaires: plus la rémunération augmente plus la part disponible est importante. Au-delà du plafond de la dernière tranche les salaires sont entièrement disponibles. Cette tranche plafond a été fixée à 3 000 francs par le décret n° 75-16 du 15 janvier 1975. Cette fixation date donc maintenant de plus de quatre ans. **M. Alexandre Bolo** demande à **M. le ministre du travail et de la participation** s'il n'estime pas que le plafond en cause devrait être revalorisé et porté par exemple à 4 000 francs.

Taxe sur la valeur ajoutée (taux).

13831. — 17 mars 1979. — **M. Jacques Crussard** rappelle à **M. le ministre du budget** qu'à propos de la détermination du taux de la T. V. A. applicable à un produit donné, l'administration fiscale a été amenée à fournir (D. ADM 3.B.1121 et 6.15.10.69) les précisions suivantes: « Lorsqu'un produit est vendu dans un contenant tel que coffret, bonbonnière, vase, etc. passible d'un taux différent, le prix de vente total est soumis au taux applicable à l'élément (contenant ou contenu) dont la valeur est la plus élevée. » Dans certains cas, l'application de cette recommandation ne pose aucune difficulté, mais dans d'autres ou contraire, lorsque les quoteparts respectives sont à peu près équivalentes, le problème devient

délicat. Il lui demande: 1° que doit-on entendre par « valeur »? Vraisemblablement le prix de revient, qui est un élément précis et relativement facile à établir, mais la documentation administrative ne le précise pas; 2° doit-on ajouter à la valeur du coffret ou du vase celle de l'emballage proprement dit, vendu perdu lui aussi (carton, polystyrène, cellophane, etc.); 3° doit-on y ajouter également les frais de conditionnement et de mise en boîte qui grèvent aussi le coût du contenant.

Départements d'outre-mer (Réunion: emploi).

13832. — 17 mars 1979. — **M. Michel Debré** fait observer à **M. le ministre du travail et de la participation** que la décision de principe prise de maintenir au niveau souhaité la venue des Réunionnais en métropole n'a pas été respectée; que malgré les promesses faites, les missions d'embauche qui, tant de la part de la SNCF que de divers industriels, devaient venir à la Réunion pour les épreuves de sélection n'ont pu venir; que plusieurs centaines de candidats et candidates sont en attente et que cette situation fort préjudiciable à des centaines de jeunes gens prive d'autant plus l'économie métropolitaine qu'en raison des retards ainsi apportés ce sont fréquemment des travailleurs étrangers qui sont embauchés; attire en conséquence l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur la nécessité d'assurer le respect des décisions de principe qui ont été prises.

Départements d'outre-mer (Réunion: examens et concours).

13833. — 17 mars 1979. — **M. Michel Debré** demande à **Mme le ministre de la santé et de la famille** si elle n'estime pas que son administration devrait prendre des mesures pour faire en sorte qu'un certain nombre de tests et examens probatoires puissent être organisés dans les départements d'outre-mer et dans des conditions qui ne défavorisent pas systématiquement les originaires de ces départements. C'est ainsi en effet que, pour ce qui concerne les Réunionnais, les examens probatoires pour les écoles de masseur kinésithérapeute se situent en avril au vu d'un programme de scolarité dont l'étude alors n'est pas achevée à la Réunion; que les tests pour certaines écoles spécialisées, notamment d'ergothérapie, ont lieu en métropole à une date où les Réunionnais sont encore tenus de suivre les cours; qu'il paraît cependant équitable que des modifications administratives, au surplus légères, viennent égaliser les chances des Français de la Réunion par rapport aux Français de la métropole.

Prestations familiales (prêts aux jeunes ménages).

13834. — 17 mars 1979. — **M. Claude Dhinnin** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur l'impossibilité, pour la caisse d'allocations familiales de Lille, comme pour les autres caisses, d'attribuer les prêts demandés par les jeunes ménages, en raison de l'absence des ressources devant être prévues à cet effet. Le nombre de dossiers en instance de paiement au 31 janvier 1979 s'élève à 1 290 et celui des dossiers reçus en janvier, en cours d'instruction, et s'ajoutant à celui-ci est de 140. La cause de cette carence réside dans la contradiction fondamentale figurant dans la loi n° 75-6 du 3 janvier 1975 qui dispose, d'une part, que « les prêts aux jeunes ménages sont financés comme les prestations familiales » et, d'autre part, que « la part des ressources affectées à ces prêts est fixée par décret ». De ce fait, le versement d'une prestation instituée par la loi peut être constamment mis en échec par le seul jeu de la limitation du financement. Il lui demande en conséquence si elle n'envisage pas, en vue d'apporter une solution d'ensemble au problème soulevé, de mettre en œuvre la réforme qui convient aux conditions de financement des prêts aux jeunes ménages et, dans l'attente de cette possibilité, d'accorder à la caisse d'allocations familiales de Lille un déblocage de crédits lui permettant au moins de donner suite aux demandes de prêts faisant l'objet des dossiers en instance.

Taxe sur la valeur ajoutée (assujettissement).

13835. — 17 mars 1979. — **M. Daniel Goulet** rappelle à **M. le ministre du budget** que l'article 257-7 du C.G.I. cite parmi les opérations concourant à la production et à la livraison d'immeubles, et soumises à ce titre à la T.V.A., les ventes de terrains à bâtir et de biens assimilés à ces terrains par l'article 691-I du même code. Cet article 691-I du C.G.I. fournit des précisions sur la nature des biens qui doivent être considérés comme terrains à bâtir ou biens assimilés. Malgré cela certaines hésitations subsistent dans certains cas, relativement, par exemple, à la remise en état ou à la transformation de locaux avec ou sans addition de construction. Il résulte

d'une décision administrative qu'en ce qui concerne ces dernières opérations elles peuvent être assujetties à la T.V.A. si, en raison de l'importance des travaux, l'immeuble en ayant fait l'objet peut être considéré comme un immeuble neuf. Cette notion ne peut être évidemment plus précisément définie et il faut donc se référer à chaque fois aux circonstances propres à l'opération et à l'interprétation postérieure qui en est faite par l'administration sans aucune certitude préalable pour le redevable. Or, pour les entreprises, elles-mêmes assujetties à cette taxe dans leur activité, l'assujettissement à la T.V.A. des mutations de biens immeubles les concernant leur serait extrêmement favorable et l'expérience prouve qu'elles le souhaitent dans la majorité des cas, aussi il est demandé s'il serait possible d'envisager une faculté d'option d'assujettissement ou non à la T.V.A. de toutes les mutations d'immeubles par ou au profit de ces dites entreprises. Dans la négative, quelle serait le moyen de parvenir à l'application de la T.V.A. aux mutations réalisées par un établissement public qui se trouve parfois contraint d'acquérir des immeubles anciens afin de les transformer et de les adapter à l'exercice d'une nouvelle activité et les céder ensuite à une nouvelle entreprise et ce, bien souvent, en vue de maintenir des emplois dans une région. Il est certain que cette mesure (assujettissement à la T.V.A.) serait plus efficace que celles considérées comme tendant à faciliter le développement régional et l'amélioration des structures des entreprises (C.G.I. annexe III, article 265, et décret du 12 mai 1976) dont le champ d'application est limité et qui donne ouverture aux droits d'enregistrement et non à la T.V.A.).

Papier et papeterie (papier : recyclage).

13836. — 17 mars 1979. — M. Antoine Gissinger attire l'attention de M. le ministre de l'industrie sur la politique de récupération des matières premières et en particulier sur la récupération et l'utilisation du papier recyclé. En effet, malgré l'étendue des forêts françaises, les pâtes et papiers sont, après le pétrole, le poste débiteur le plus lourd de notre balance commerciale. La récupération et l'utilisation du papier recyclé permettraient seulement d'économiser notre matière première mais également nos devises. M. Gissinger demande à M. le ministre de l'industrie : 1° quel est le tonnage de papier recyclé produit en France et la répartition de cette production par région (pour les années 1976 à 1978) ; 2° de lui donner des précisions sur le marché correspondant à ce produit, les ventes, l'étendue des stocks et, éventuellement, les difficultés rencontrées dans la vente du papier recyclé.

Autoroutes (construction).

13837. — 17 mars 1979. — M. Claude Labbé attire l'attention de M. le ministre des transports sur la situation de la liaison routière entre Grenoble et Valence, qui est le seul maillon non réalisé des autoroutes alpines. La programmation de Lyon-Genève va créer un réseau autoroutier en nasse autour de Lyon puisque, de Hambourg à Perpignan ou Nice, sur 2500 km, il ne manquera que 80 km d'autoroute entre Grenoble et Valence. Pourtant les deux routes nationales sont actuellement très encombrées et la portion Grenoble-Romans compte 12 000 véhicules/jour et la portion Romans-Valence plus de 15 000 véhicules/jour. Il rappelle un engagement écrit pris par M. le Premier ministre de l'époque, en décembre 1967, à l'égard d'un parlementaire de l'Isère indiquant que cette autoroute était prioritaire au moment où l'Isère cédait vingt-trois communes au Rhône ; la réponse ministérielle du 21 juillet 1972 au président de la chambre régionale de commerce et d'industrie Alpes, signée de M. le directeur des routes au ministère de l'équipement, précisait que « la mise en service de l'autoroute A 49 pouvait être escomptée en 1978 au plus tard à la faveur des moyens supplémentaires qu'il a été possible de dégager » et l'engagement pris dans le programme dit de Provins en 1973 présenté par le Premier ministre d'alors, de réaliser cette autoroute pendant la législature. En conséquence, M. Labbé, rappelant, les démarches des élus locaux, l'action incessante de la chambre régionale de commerce et d'industrie Alpes et les nécessités de l'aménagement du territoire, demande à M. le ministre des transports dans quelles conditions et dans quels délais pourra être réalisée l'autoroute Grenoble-Valence ?

Educations (ministère) (inspecteurs départementaux de l'éducation nationale).

13838. — 17 mars 1979. — M. José Moustache appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur les réactions du syndicat des inspecteurs départementaux de l'éducation nationale (I. D. E. N.) à la suite des réponses faites à des interventions concernant la situation des personnels concernés. Dans le domaine judiciaire,

l'élevation de l'indice net 575 à l'indice net 585 et l'accroissement du nombre des I. D. E. N. accédant à l'échelon fonctionnel sont considérés comme sans commune mesure avec les avantages consentis à d'autres catégories. Il est rappelé à ce propos qu'un projet datant de 1974 qui comportait notamment la normalisation de l'échelon fonctionnel, ce qui aurait permis la péréquation des retraites, n'est toujours pas intervenu. Sur le plan indemnitaire, les résultats des mesures prévues en matière de relèvement de l'indemnité pour charges administratives qui doivent conduire à une majoration cumulée de 38 p. 100 par rapport au taux de 1975 sont contestés. La première majoration du 1^{er} janvier 1977 est considérée comme représentant un léger rattrapage et, en fin d'opération, l'indemnité d'un principal collègue — fonctionnaire par ailleurs logé, ce qui n'est pas le cas d'un I. D. E. N. — pourra dépasser 400 francs par mois en 1979 alors que la même indemnité pour un I. D. E. N. n'excèdera pas 286 francs. En ce qui concerne les conditions de travail, il est relevé que la base numérique pour obtenir la moyenne de 308 emplois d'enseignants par inspecteur ne tient compte, ni de l'existence de 36 466 instituteurs privés sous contrat en 1976-1977, ni des 25 530 emplois de maîtres privés de premier cycle inspectés par les I. D. E. N. C'est en fait, au total, 434 516 postes réels d'enseignants qui doivent être inspectés et gérés par les 1 152 I. D. E. N. en exercice, ce qui conduit à une moyenne de 375 postes par circonscription. Encore doit-il être tenu compte de la pondération des postes P. E. G. C. publics et privés prévue par la réglementation (1,5 par P. E. G. C. hors circonscription, 2 par P. E. G. C. hors département) ce qui élève le total pondéré à environ 464 000 et la moyenne pondérée à plus de 400. Les effectifs en personnels administratifs n'ont pas été par ailleurs augmentés depuis 1976 et, s'agissant des frais de bureau, seuls quelques I. D. E. N. ayant leur bureau à domicile bénéficient de l'inscription au budget général d'une indemnité pour frais de bureau, au demeurant très insuffisante, en regard aux frais de location et d'entretien qui leur sont imposés. Enfin, il est noté que le grave problème des postes vacants non pourvus (104) n'est pas traité dans les réponses évoquées ci-dessus. M. José Moustache demande à M. le ministre de l'éducation de bien vouloir lui faire connaître son opinion sur les différents points dont cette question s'est fait l'écho.

Musique (conservatoires, orchestres et opéras).

13839. — 17 mars 1979. — M. Michel Noir demande à M. le ministre de la culture et de la famille de bien vouloir lui faire connaître les modalités de financement des différents orchestres régionaux, des conservatoires de musique et des opéras. Pour chacun de ces ensembles, il souhaite savoir quelle est, en francs et en pourcentage, la part de l'Etat sous forme de subventions, et celle du financement assuré sur le plan local en distinguant pour celui-ci la région et la ville.

Médecins (honoraires).

13840. — 17 mars 1979. — M. Michel Noir demande à Mme le ministre de la santé et de la famille s'il est envisagé de préciser par voie réglementaire les taux de reversement d'honoraires par les praticiens exerçant en clinique privée conventionnée. Il est en effet à noter que souvent les commissions régionales d'hospitalisation, tout comme la commission nationale, refusent les demandes de révision de prix de journée en motivant ce refus par un taux de reversement d'honoraires jugé insuffisant. Or le caractère insuffisant ne peut être apprécié par les cliniques, en l'absence de normes.

Natalité (naissances multiples).

13841. — 17 mars 1979. — M. Michel Noir demande à Mme le ministre de la santé et de la famille si des statistiques sont tenues pour les naissances multiples : jumeaux, triplés, quadruplés... et autres.

Etrangers (immigration).

13842. — 17 mars 1979. — M. Michel Noir demande à Mme le ministre de la santé et de la famille quel est le nombre de dossiers d'enfants mineurs traités par le service médical de l'Office national d'immigration, en détaillant notamment le nombre de déclarations d'aptitude et d'inaptitude à l'immigration.

Sécurité sociale (étrangers).

13043. — 17 mars 1979. — M. Michel Noir demande à Mme le ministre de la santé et de la famille quels sont les modalités d'accord entre la sécurité sociale française et celle des pays d'Afrique du Nord, à la prise en charge des enfants mineurs de ces pays, hospitalisés pour affection grave, dans les établissements hospitaliers français.

Enseignement (manuels scolaires).

13044. — 17 mars 1979. — M. Michel Noir attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur le problème de changement des livres scolaires d'une année sur l'autre et sur les conséquences au niveau du budget familial, notamment pour les élèves du second cycle. Il lui demande de lui indiquer quelle proportion de livres ont changé, d'une année sur l'autre, au cours des trois dernières années et cela par académie, si c'est possible. Il souhaiterait enfin savoir dans quelle mesure des circulaires d'incitation à la reconduction des ouvrages de l'année précédente sont édictées, et comment l'application en est contrôlée.

Energie (économies d'énergie).

13045. — 17 mars 1979. — M. Pierre Ribes rappelle à M. le ministre de l'Industrie qu'aux termes de l'article 4 de la loi n° 74-908 du 29 octobre 1974 relative aux économies d'énergie : « Tout immeuble collectif pourvu d'un chauffage commun doit comporter, quand la technique le permet, une installation permettant de déterminer la quantité de chaleur et d'eau chaude fournie à chaque local occupé à titre privatif ». Le décret n° 75-1175 du 17 décembre 1975 permet l'application de ces dispositions dans les immeubles neufs. Par contre, aucune mesure ne paraît avoir encore été prise à l'égard des immeubles collectifs anciens. Il lui demande de lui préciser dans quels délais un texte sera publié, rendant obligatoire dans ces immeubles l'installation de répartiteurs de chaleur.

Sécurité sociale (cotisations patronales).

13046. — 17 mars 1979. — M. Antoine Rufenacht demande à M. le Premier ministre des Informations sur les cotisations dues par les entreprises de moins de 10 salariés sur les salaires versés aux apprentis suivant que la date d'effet du contrat d'apprentissage est antérieure au 1^{er} juillet 1978, située entre le 1^{er} juillet 1978 et le 31 décembre 1978 ou postérieure au 1^{er} janvier 1979, et cela au regard des cotisations de sécurité sociale, de retraite complémentaire et d'Assedic, ainsi que pour le calcul des cotisations dues dans le cadre de la formation professionnelle continue et de la participation des employeurs à l'effort de construction. Dans ces deux derniers cas, dans quelle période les contrats d'apprentissage peuvent avoir pris effet pour que les apprentis ne soient pas pris en compte pour apprécier si l'entreprise dépasse le nombre de dix salariés.

Bâtiment et travaux publics (activité et emploi).

13047. — 17 mars 1979. — M. Pierre Weisenhorn appelle l'attention de M. le ministre de l'économie sur la situation des entreprises du bâtiment. Dans le département du Haut-Rhin, l'arrêt de leurs activités est pratiquement total depuis le début de décembre 1978 en raison des intempéries, et notamment des conditions climatiques exceptionnelles de cet hiver. Les répercussions de cet état de fait sont sensibles, tant sur le plan de l'encadrement du crédit qui est plus que préoccupant, que sur celui des investissements qui, après avoir connu une courbe ascendante entre 1973 et 1975, ont régressé chaque année pour atteindre actuellement le point zéro. Les diminutions d'emplois s'accroissent parallèlement et le Haut-Rhin a totalisé, entre 1976 et 1978, 3 586 suppressions d'emplois dans ce secteur du bâtiment. L'autofinancement des entreprises ne peut que suivre cette dégradation et il a été constaté à ce sujet que cet autofinancement, qui dépassait 10 p. 100 en 1973, peut être considéré comme nul actuellement. Il doit être également noté que, pendant les intempéries, les charges des entreprises sont particulièrement élevées car ce sont les employeurs qui paient les salaires, la caisse des congés payés ne remboursant qu'environ 0,50 à 0,90 p. 100 et les indemnités des personnels d'encadrement ne faisant l'objet d'aucun remboursement. Pour ces différentes raisons, M. Pierre Weisenhorn demande à M. le ministre de l'économie que des dispositions soient prises afin d'aider les entreprises du bâtiment à dominer la conjoncture actuelle, par l'octroi d'un assouplissement de l'encadrement du crédit et par la possibilité d'un étalement dans le temps du paiement des charges sociales, pour laquelle il lui demande d'intervenir auprès de sa collègue, Mme le ministre de la santé et de la famille.

Laboratoires (prélèvements aux fins d'analyses).

13048. — 17 mars 1979. — M. Michel Aurillac attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur les inconvénients résultant de l'application stricte de l'article L. 760 de la loi n° 75-626 du 11 juillet 1975, 3^e alinéa qui prescrit : « La transmission de prélèvements aux fins d'analyses n'est autorisée qu'au pharmacien d'officine installé dans une agglomération où n'existe pas de laboratoire exclusif, ou à un directeur de laboratoire à un autre laboratoire spécialement équipé pour une ou plusieurs disciplines biologiques. » C'est ainsi que dans le ressort de la direction générale des affaires sanitaires et sociales de la région Centre, une circulaire a été envoyée qui indique que « toute infraction qui pourrait être portée à sa connaissance fera l'objet d'une enquête ». Cette discrimination paraît étonnante puisqu'elle empêche certains pharmaciens d'être informés des résultats des analyses de leurs patients, et provoque des déplacements longs et onéreux, notamment de personnes âgées qui peuvent avoir de grandes difficultés à se déplacer. Il prie donc Mme le ministre de lui indiquer si la portée de cet article ne devrait pas être revue.

SNCF (lignes).

13049. — 17 mars 1979. — M. Jacques Godfrain demande à M. le ministre des transports quel est le détail du schéma directeur de la ligne SNCF Béziers—Neussargues via Millau.

SNCF (lignes).

13050. — 17 mars 1979. — M. Jacques Godfrain demande à M. le ministre des transports quels sont les projets de liaison rapide entre le secteur ferroviaire de Millau—Séverac-le-Château et le train à grande vitesse TGV qui mettra Montpellier à 4 heures 32 de Paris. Ces liaisons permettraient au Sud-Aveyron, particulièrement défavorisé en matière ferroviaire depuis l'abandon de la liaison Millau—Capitole, d'être relié de façon rapide avec Lyon ou la capitale.

Représentants du personnel (membres des comités d'entreprise).

13051. — 17 mars 1979. — M. Guy Guermeur informe M. le ministre de l'éducation que, par décision du tribunal d'instance de Saint-Lô du 15 janvier 1975, « la loi déclare électeurs au comité d'entreprise les salariés travaillant depuis six mois au moins dans quelle ne comporte pas en excluant de la liste électorale le personnel enseignant employé dans les écoles ayant conclu un contrat d'association, lequel n'est rémunéré par l'Etat que sur la proposition de l'institution sous l'autorité de laquelle il se trouve ; que le chef d'établissement auquel il est subordonné organise, dirige et contrôle son activité, qu'il importe peu à cet égard que le comité d'entreprise ait en partie un rôle économique auquel les maîtres contractuels peuvent d'ailleurs collaborer, comme les autres travailleurs de l'établissement ». Il rappelle que les membres du comité d'entreprise doivent pouvoir exercer leur mandat et bénéficier pour cela d'un crédit d'heures à la charge de l'entreprise. Il demande à M. le ministre de l'éducation quelle décision il compte prendre : 1° pour permettre aux maîtres sous contrat d'association élus au comité d'entreprise de bénéficier des décharges horaires nécessaires à l'exercice de leur mandat ; 2° pour permettre aux établissements scolaires sous contrat d'association de financer, le cas échéant, les dotations sociales au comité d'entreprise.

Enseignement (établissements).

13052. — 17 mars 1979. — M. Jean-Louis Masson rappelle à M. le ministre de l'éducation que l'extension de l'école nationale de perfectionnement de Verny (Moselle) est actuellement une nécessité afin de pouvoir accueillir soixante-quinze jeunes filles. M. Masson demande donc à M. le ministre de l'éducation de bien vouloir lui préciser d'une part si les crédits correspondants sont inscrits à la programmation de 1979 des constructions scolaires du second degré, et d'autre part dans quelles conditions la construction d'un gymnase pourrait être envisagée dès 1979 et en particulier quelles solutions sont prévues en matière de maîtrise d'ouvrage et en matière de possibilité de financement compte tenu des souhaits de la commune de Verny de pouvoir bénéficier d'une utilisation de ce gymnase en période creuse.

Finances locales (emprunts).

13853. — 17 mars 1979. — **M. Xavier Hunault** demande à **M. le Premier ministre** de bien vouloir envisager l'extension des dispositions du décret du 27 juillet 1977 afin d'autoriser les établissements publics régionaux à accorder leur garantie aux collectivités locales et notamment aux communes pour la construction d'usines selon la formule de la vente avec paiement échelonné, dans le cadre de leur intervention dans le domaine économique pour la création d'emplois.

Enseignement secondaire (établissements).

13854. — 17 mars 1979. — **M. Marcel Houël** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur l'inquiétude qu'entraîne la menace de fermeture du L. E. P. dans le 7^e arrondissement de Lyon. Il lui précise que cet établissement d'une capacité de 300 places accueille 140 élèves à chaque rentrée (C.A.P. 108; BEP 32). Il lui précise que l'établissement assure des formations industrielles adaptées aux besoins de la région. Or, la mesure administrative annoncée aboutirait à sa fermeture en 1981. Le prétexte donné concernant le montant élevé du loyer des locaux actuels, ne saurait justifier les graves conséquences d'une telle éventualité, pour les élèves, les parents et les enseignants. D'autant plus que, c'est d'un manque d'établissements et de places d'enseignement professionnel dont souffre la région lyonnaise. C'est pourquoi ces équipements doivent être préservés et améliorés, de nouveaux L.E.P. construits et non pas redéployés. Il lui précise qu'aucun projet de transfert ou de restructuration n'est prévu, que le personnel est invité à solliciter une mutation individuelle. Il lui demande donc : quelles dispositions il entend prendre pour que soient préservés ces enseignements dans l'équipement potentiel actuel de cet établissement public.

S. N. C. F. (gares).

13855. — 17 mars 1979. — **M. Pierre-Bernard Cousté** demande à **M. le ministre des transports** et, comme suite aux diverses questions qu'il a posées concernant le projet d'une nouvelle gare à la Part-Dieu si, comme certains journaux en font état, le garage de la future gare de la Part-Dieu ne comprendrait que 400 emplacements; ceci est d'autant plus surprenant si c'est exact, qu'il faut retenir que, quotidiennement en 1978, 13 000 voyageurs ont transité par la gare de Perrache et 3 000 par l'actuelle gare des Brotteaux. D'après des études qui semblent sérieuses, il apparaît que quotidiennement, ce serait 19 000 voyageurs en 1985 qui utiliseraient la nouvelle gare de la Part-Dieu et 14 000 voyageurs la gare actuelle de Perrache, compte tenu de la nouvelle répartition de l'arrivée des trafics de caractère national, international et régional. Le ministre des transports peut-il, dans ces conditions, fournir une réponse à cette importante question.

Assurance vieillesse (pensions : liquidation et calcul).

13856. — 17 mars 1979. — **M. Jean Baridon** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur la disposition d'ordre réglementaire qui empêche, lors de la liquidation des droits à pension, de prendre en compte les cotisations versées antérieurement au 31 décembre 1947. Il a déjà été répondu que les cotisations versées n'ont pas toujours été reportées au compte individuel des assurés; or dans le cas d'une de ses correspondantes, les cotisations ont bien été reportées à son compte individuel. Il a été également objecté que l'application de forts coefficients de revalorisation aux salaires afférents aux années antérieures à 1948 aboutirait à favoriser les assurés salariés avant cette date. Or, ne serait-il pas possible de déterminer des coefficients permettant une revalorisation équitable? Il estime qu'il serait plus juste de prendre en compte les dix meilleures années d'une carrière prise dans sa totalité et demande au ministre de lui répondre à ce sujet.

Matières premières (minéraux rares).

13857. — 17 mars 1979. — **M. Pierre Bas** demande à **M. le ministre de l'industrie** s'il peut dresser le tableau des minéraux rares actuellement utilisés par l'industrie française avec pour chacun d'eux le montant des besoins annuels de la France et la répartition en pourcentage des importations entre les différents pays producteurs et l'indication de ceux-ci. Au nombre des minéraux rares devraient bien évidemment figurer: l'uranium, le chrome, le vanadium et tous autres nécessaires en particulier à nos industries de pointe.

Finances locales (emprunts).

13858. — 17 mars 1979. — **M. Pierre Bas** appelle l'attention de **M. le Premier ministre** sur l'intéressante lettre de MM. les ministres de l'économie, du budget et de l'intérieur, par laquelle ils font part de leurs observations sur le budget voté par le conseil régional le 13 décembre 1978. Les ministres contestent l'emprunt de 570 millions auquel la région a décidé de recourir (contre 719 en 1978), estimant qu'il dépassait de 70 millions environ les possibilités du marché financier en 1979. M. Pierre Bas s'émerveille de l'extraordinaire science financière des ministres de la République. C'est bien la première fois qu'il est possible de chiffrer à 70 millions près les possibilités du marché financier français. Cette date devrait être marquée d'une pierre blanche et citée en exemple dans les manuels d'économie politique, tout au moins dès lors qu'ils seront mis à jour, mais on peut se demander comment, alors que le Gouvernement proposait à l'origine par l'organe du conseil de région d'un emprunt de 546 millions on peut subitement s'effrayer à l'idée d'un emprunt de 570 millions d'où apparaît dérisoire la marge sur laquelle la contestation a lieu. On peut se demander si cette contestation d'ailleurs n'a pas pour but unique de rappeler les droits de la technocratie à l'encontre de la démocratie, comme cela a été fait remarqué par le président du conseil régional d'Ile-de-France, car la différence est tellement minime compte tenu de l'incertitude du marché, que la réponse ministérielle apparaît plus comme une mesure vexatoire que comme une décision financière solide. D'ailleurs chaque année la région prête beaucoup plus qu'elle n'emprunte. Dans ces conditions, il lui demande de rappeler aux ministres de bien vouloir rappeler aux sous-chefs de bureau et à leurs collaborateurs que la démocratie en France reste une réalité et que les décisions des assemblées régionales et locales doivent être respectées dès lors qu'elles ne sont ni aberrantes ni entachées de partialité. Comme ce n'est pas le cas dans l'affaire en cause mais qu'il s'agit au contraire d'un vote de la première des assemblées régionales françaises entouré des études qui conviennent, il faudrait mettre les déclarations gouvernementales en accord avec la pratique, ou cesser de prôner un régionalisme à outrance dans le même temps où l'on ne respecte pas les simples décisions d'une région extrêmement modérée et réfléchie dans sa direction.

Allocations de logement (aide personnalisée au logement).

13859. — 17 mars 1979. — **M. Michel Crépeau** attire l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur le problème que pose le versement de l'allocation de logement compte tenu de son mode de calcul actuel. En effet, l'allocation de logement est la prise en charge, dans une proportion déterminée, de la différence existant entre le loyer effectivement payé par une famille et un loyer minimum restant à sa charge. Ce loyer minimum est proportionnel aux ressources de la famille considérées pendant l'année civile précédant la période d'ouverture du droit à l'allocation de logement. En conséquence, plus élevées ont été les ressources, plus élevé est le loyer minimum et moins importante la différence prise en charge par cette indemnité. En outre, l'article 5 du décret n° 75-546 du 30 juin 1975 dispose que les ressources de référence seront affectées d'un abattement de 30 p. 100, ou de 20 p. 100 en cas de chômage total ou partiel de l'allocataire ou de son conjoint pendant plus de trois mois, au cours de la période de paiement de l'allocation de logement. Si cette référence à l'année précédant l'ouverture du droit, corrigée par les dispositions du décret précité, était concevable en période de stabilité de l'emploi, elle est aujourd'hui particulièrement préjudiciable aux familles touchées par la crise économique et le chômage qu'elle engendre. En effet, les familles voient la plupart du temps leurs ressources amputées de plus de 30 p. 100. L'incidence de la perte d'un ou des salaires sera donc effective et efficace au niveau du calcul de l'allocation de logement non pas au moment où le besoin s'en fait le plus sentir pour la famille, mais avec une année de retard. Il demande, compte tenu de la conjoncture économique actuelle et du nombre de plus en plus important de familles atteintes par la crise, de prendre en compte, dans le calcul de l'allocation de logement, la diminution réelle des ressources occasionnée par tout événement découlant de la crise économique et ayant eu pour conséquence de priver de leur activité salariée habituelle l'allocataire ou son conjoint.

Plus-values professionnelles (imposition).

13860. — 17 mars 1979. — **M. Jean Foyer** rappelle à **M. le ministre du budget** que l'article 11 de la loi du 19 juillet 1976 portant imposition des ressources provenant des plus-values assimilables à un revenu dispose que : « le régime des articles 39 duodécies et suivants

du code général des impôts est (...) appliqué aux produits de la propriété industrielle définis à l'article 39 terdecies du code général des impôts, quelle que soit la qualité de leur bénéficiaire ». Or, dans son instruction du 30 décembre 1976 commentant la loi du 19 juillet 1976, l'administration, malgré le rejet par le législateur du critère de « la qualité du bénéficiaire », a étendu, semble-t-il, les dispositions du paragraphe 1 bis de l'article 39 terdecies du code concernant les redevances versées entre sociétés dépendantes, aux inventeurs non commerçants. En effet, le régime défini par les articles 39 terdecies et suivants du code général des impôts ne s'appliquerait pas, selon l'administration, lorsque : « Les redevances ont été admises en déduction pour l'assiette de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur les sociétés de l'entreprise concessionnaire et qu'il existe des liens de dépendance entre le concédant et l'entreprise concessionnaire. En pratique, tel sera le cas lorsque l'inventeur détient directement ou par personne interposée la majorité du capital social ou exerce en fait le pouvoir de décision dans l'entreprise concessionnaire ». Or, le paragraphe 1 bis de l'article 39 terdecies du code général des impôts avait seulement pour but de mettre fin aux risques d'abus que l'application du régime de l'article 39 dualesies du code général des impôts aux produits de la propriété industrielle pouvait entraîner à l'intérieur d'un même groupe d'entreprises. Tel est le cas lorsqu'une société détient systématiquement tous les droits de propriété industrielle mis en exploitation par les autres sociétés du groupe, bien que ces dernières aient pu contribuer à la création de l'invention. La solution ne doit-elle pas être différente lorsque le titulaire du brevet n'est pas une société détenant systématiquement les droits de propriété industrielle du groupe, mais une personne physique, elle-même inventeur. En particulier, un inventeur est-il soumis au régime des plus-values défini à l'article 39 terdecies I du code général des impôts lorsqu'il concède une licence exclusive d'exploitation d'un brevet d'une valeur technique certaine à une société située en France dont il détient la majorité du capital ou qu'il dirige en fait. Il est également demandé quelle serait la solution applicable : dans le cas d'une cession de brevet entre les mêmes personnes, rémunérées par des redevances proportionnelles au chiffre d'affaires ; dans le cas d'une concession entre une société et un dirigeant social salarié.

Départements d'outre-mer (Réunion : emploi).

13061. — 17 mars 1979. — M. Pierre Legourgue attire l'attention de M. le Premier ministre sur la situation de plus en plus préoccupante du chômage à la Réunion. De multiples actions sont déjà entreprises sur le plan local pour venir en aide aux promoteurs de projets industriels. Cependant, il semblerait nécessaire, voire indispensable que la Réunion soit éligible au Fonds spécial d'adaptation industrielle. En conséquence, il lui demande d'étudier toutes les possibilités pour que la Réunion puisse bénéficier des aides de ce fonds.

Architectes (recours obligatoire à un architecte).

13062. — 17 mars 1979. — M. Eugène Berest rappelle à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie qu'en octobre 1977 son département ministériel avait entrepris une enquête afin de connaître l'impact de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture, sur les demandes de permis de construire. En fonction des résultats de cette enquête, qui étaient attendus pour fin novembre, les conditions dans lesquelles les constructeurs ne sont pas tenus de recourir à un architecte devaient être corrigées. Or, il n'en a rien été, et personne n'a plus entendu parler de cette enquête. Il lui demande de bien vouloir préciser ses intentions au sujet de ce problème et d'indiquer, notamment, s'il n'estimerait pas normal d'uniformiser le mode de calcul de la surface hors œuvre d'une construction, c'est-à-dire d'appliquer du point de vue architectural le mode de calcul qui est appliqué du point de vue fiscal (art. 3 du décret n° 77-739 du 7 juillet 1977) ou, à défaut d'uniformisation, de pondérer les surfaces des locaux compte tenu de leur utilisation et/ou de leur impact sur le site (locaux annexes, dépendances, garages, parkings couverts, hauteurs, volumes).

Téléphone (raccordement : frais).

13063. — 17 mars 1979. — M. Eugène Berest demande à M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications s'il estime normal que, dans le cas d'une famille qui prend possession d'une maison dans laquelle le téléphone a été installé par le locataire précédent, le paiement de la taxe de raccordement soit de nouveau exigé alors que les P.T.T. n'ont aucun travail à effectuer en dehors d'une visite — tout à fait inutile d'ailleurs — pour s'assurer du bon fonctionnement de l'installation.

Electricité de France (tarification).

13064. — 17 mars 1979. — M. Eugène Berest attire l'attention de M. le ministre de l'industrie sur les conditions d'établissement de la taxe de raccordement E.D.F. Il souligne le montant abusif de cette taxe, qui s'élève à 3 500 francs pour une maison individuelle. Il lui demande, d'autre part, si l'exonération prévue pour la pompe à chaleur ne devrait pas, à son avis, s'appliquer pour toutes autres techniques permettant de limiter à 50 p. 100 des besoins l'utilisation de l'électricité pendant les heures pleines, techniques telles que le chauffage de base par la dalle (heures creuses), le chauffage central à l'eau froide.

Gendarmerie (personnel).

13065. — 17 mars 1979. — M. Yves Le Cabeclec attire l'attention de M. le ministre de la défense sur un certain nombre de mesures réclamées par les personnels en retraite de la gendarmerie. Ceux-ci souhaiteraient une augmentation du taux des pensions de réversion, ainsi que l'attribution d'un capital décès aux veuves dont le conjoint est décédé après avoir cessé toute activité salariée. Il demande également que soient incluses dans la solde de base les primes et indemnités qui sont versées aux personnels d'active. Etant donné l'âge auquel les personnels de la gendarmerie sont admis à la retraite, il conviendrait, d'autre part, de prendre toutes mesures nécessaires pour garantir le droit au travail des retraités. Enfin ils attirent l'attention des pouvoirs publics sur l'insuffisance des effectifs de la gendarmerie qui nuit à son efficacité dans l'accomplissement de ses multiples missions. Il lui demande de bien vouloir faire connaître ses intentions à l'égard de ces diverses revendications.

Impôt sur le revenu (centres agréés).

13066. — 17 mars 1979. — M. Jean-Louis Schneller rappelle à M. le ministre du budget qu'en vertu de l'article 121 de la loi de finances pour 1979 pour l'octroi des allègements fiscaux accordés aux membres des professions libérales adhérents des associations agréées, la limite du chiffre d'affaires a été fixée à 605 000 francs. Il lui fait observer que, pour évaluer les revenus encaissés par les membres des professions libérales, il convient de déduire du montant du chiffre d'affaires les salaires versés par l'intéressé à ses employés, le prix du loyer, les frais de chauffage et autres frais généraux. Il lui signale à titre d'exemple que, pour une étude de notaire, un chiffre d'affaires de 605 000 francs laisse un revenu net à son titulaire d'environ 140 000 à 200 000 francs. Ainsi un membre d'une profession libérale adhérent d'une association agréée, dont l'étude a un chiffre d'affaires supérieur à 605 000 francs et dont les revenus nets professionnels sont par exemple de 260 000 francs, voit l'intégralité de ces revenus soumis à l'impôt. Par contre un salarié ayant un revenu de 260 000 francs n'est soumis à l'impôt que sur une somme de 187 200 francs. Il lui demande si, pour éviter cette distorsion regrettable, et au moment où les pouvoirs publics veulent réaliser plus de justice fiscale, il n'estime pas qu'il conviendrait d'éviter la confusion entre le montant du chiffre d'affaires et celui du bénéfice et de fixer les conditions d'attribution des allègements fiscaux accordés aux adhérents des associations agréées d'après le montant du revenu net ou du bénéfice et non pas d'après le montant du chiffre d'affaires.

Parcs naturels (parcs régionaux).

13067. — 17 mars 1979. — M. René Serres attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur la situation des agents commissionnés et assermentés des parcs nationaux. Il s'agit d'agents contractuels qui sont actuellement régis par un contrat type approuvé le 28 juillet 1964 par M. le ministre des finances et des affaires économiques. Depuis cette date, et à la suite de la création successive de parcs nationaux nouveaux et de la définition progressive d'attributions nouvelles de leurs agents, ce contrat se révèle incomplet et inadéquat tant sur le plan social que professionnel. Il convient de souligner d'ailleurs que ce contrat type ne s'applique pas aux agents administratifs. Depuis 1974 une concertation s'est établie entre les divers départements ministériels intéressés pour reviser ce contrat qui ne devrait d'ailleurs constituer qu'une étape vers l'élaboration d'un statut permettant, notamment, de classer les fonctions des agents des parcs nationaux en service actif. En ce qui concerne les rémunérations de ces agents, ceux-ci se plaignent de ne pas percevoir le supplément familial de traitement qui leur est refusé malgré un arrêt du Conseil d'Etat en vertu duquel cet avantage est accordé aux agents contractuels de l'ex-ministère de l'environnement. En matière de logement, les

agents assermentés ont droit à des concessions de logement par nécessité absolue de service. Mais ceux qui ne sont pas logés par l'établissement n'ont pas droit à une indemnité compensatrice analogue à celle qui existe dans d'autres administrations telles que : l'enseignement du premier degré, la gendarmerie, l'armée, l'O. N. F. Pour les frais de déplacement il a été admis que les agents du parc de la Vanolse pouvaient obtenir le remboursement de ces frais de leur commune de résidence à condition d'effectuer un trajet dans un rayon supérieur à cinq kilomètres. Les agents des autres parcs nationaux se sont vu refuser le bénéfice de ce remboursement. Enfin, il apparaît indispensable, étant donné l'évolution des objectifs poursuivis par les parcs nationaux et la multiplication de leurs tâches, d'augmenter les effectifs tant des agents de terrain que des agents administratifs et de leur assurer une véritable formation. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour améliorer sur ces différents points la situation des personnels des parcs nationaux.

*Enseignement préscolaire et élémentaire
(institutrices : remplacement).*

13868. — 17 mars 1979. — M. Jean Briane demande à M. le ministre de l'éducation s'il n'estime pas souhaitable, afin que l'accueil des élèves soit assuré normalement dans l'enseignement du premier degré, que les mesures de portée sociale prises en faveur du personnel enseignant féminin et qui entraînent certaines absences, soient assorties de moyens correspondants permettant d'assurer le remplacement des agents concernés, et que, notamment, soit renforcé l'effectif actuel du personnel de remplacement.

Plus-values (imposition) (immobilières).

13869. — 17 mars 1979. — M. Edmond Alphandery rappelle à M. le ministre du budget qu'aucune réponse n'a été donnée jusqu'à présent à sa question écrite n° 4181 publiée au Journal officiel Débats A. N. du 8 juillet 1978, page 3430, dont il lui rappelle ci-après les termes : « M. Edmond Alphandery attire l'attention de M. le ministre du budget sur le caractère restrictif à l'excès de l'interprétation donnée par l'administration fiscale aux dispositions de la loi du 19 juillet 1976 portant imposition des plus-values à l'égard des membres de sociétés civiles immobilières. En effet, lorsque ces personnes vendent leur résidence principale entrant dans le patrimoine d'une telle société, l'administration considère que la société est seule propriétaire de ces immeubles et refuse donc aux vendeurs dont elle estime la « situation comparable à celle de locataires » le bénéfice de l'exonération prévue par l'article 6-II de la loi précitée en faveur des cessions de résidences principales. Par contre, si ces personnes désirent vendre une résidence secondaire, elles ne peuvent pas non plus bénéficier des exonérations prévues en faveur des contribuables non propriétaires de leur résidence principale, sous prétexte qu'elles en sont propriétaires « par personne interposée ». Il estime anormal que l'administration interprète différemment une même situation juridique selon les cas et de façon à toujours refuser aux intéressés le bénéfice des exonérations prévues par le législateur. Il lui demande de bien vouloir donner rapidement toutes instructions à ses services afin qu'il soit mis fin à une telle situation et que les contribuables soient enfin traités d'une façon plus équitable et plus conforme à l'esprit de la loi. » Il lui demande de bien vouloir lui fournir une réponse dans les meilleurs délais possibles.

Impôt sur le revenu (assistantes maternelles).

13870. — 17 mars 1979. — M. Alain Bonnet appelle l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur les difficultés posées par l'application de la loi du 17 mai 1977, instituant la profession d'assistantes maternelles. Il rappelle que la garde au noir ne cesse d'augmenter car les parents restant les uniques employeurs ont tendance à se soustraire aux charges sociales qui alourdissent leurs dépenses de garde. Les assistantes maternelles quant à elles ne bénéficient en cas de maladie que d'une couverture sociale très insuffisante (4 francs par jour, par enfant gardé), elles sont donc peu motivées pour défendre le peu d'avantages qui résultent de leur agrément. Il lui demande, en conséquence, s'il n'estime pas nécessaire de prendre un certain nombre de dispositions pour remédier à une situation évidemment préjudiciable aux enfants, sur le plan éducatif. Il lui suggère notamment : 1° d'étendre à tous les parents de l'abattement de 3 000 francs réservé jusqu'alors aux parents isolés, s'ils justifient d'un placement de l'enfant chez une assistante maternelle agréée indépendante ; 2° de prévoir que les assistantes maternelles agréées indépendantes bénéficient en tant que travailleurs à domicile d'un abattement particulier de 30 p. 100 pour frais supplémentaires.

Bourses et allocations d'études (bourses nationales).

13876. — 17 mars 1979. — M. Maurice Tissandier fait remarquer à M. le ministre de l'éducation que les règles de calcul actuelles du revenu limite donnant droit aux bourses nationales sont telles que bien des familles de faibles ressources en sont exclues. C'est ainsi qu'un ménage disposant d'un revenu net annuel égal au minimum vieillesse et ayant à charge un enfant d'âge scolaire ne peut, selon les règles aujourd'hui en vigueur, prétendre au bénéfice d'une bourse nationale, et moins encore d'une bourse départementale. Ce qui constitue un minimum de ressources pour deux personnes âgées ne saurait pourtant, de toute évidence, suffire pour faire vivre une famille de trois personnes et assumer les frais de scolarité d'un adolescent. M. Tissandier demande donc à M. le ministre de l'éducation que le revenu limite servant de plafond à l'octroi des bourses nationales soit porté à un montant au moins égal au minimum vieillesse.

Impôt sur le revenu (bénéfices agricoles).

13877. — 17 mars 1979. — M. Jacques Delong expose à M. le ministre du budget le problème fiscal qui se pose lors de la constitution d'associations d'agriculteurs sous une forme de sociétés telles que les G. A. E. C. En effet, lors de la vente ou de l'apport en société de leurs stocks, le cheptel par exemple, la valeur des biens concourt à l'appréciation de la limite des 500 000 francs qui détermine l'application des bénéfices agricoles réels. Cette position de l'administration fiscale constitue un obstacle à la création de formes sociétaires en agriculture et plus précisément des G. A. E. C. M. Jacques Delong demande à M. le ministre du budget s'il n'estime pas nécessaire de préciser les conditions de constitution des G. A. E. C. de telle sorte que ces conditions ne constituent pas un frein à la modernisation de l'agriculture.

Elevage (maladie du bétail : brucellose).

13878. — 17 mars 1979. — M. Philippe Malaud appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les problèmes dramatiques des éleveurs dont le cheptel a été atteint par la brucellose du fait de la rigueur irréaliste de la réglementation, encore aggravée par l'application qu'en fait une administration perfectionniste. Les principaux griefs soulevés sont les suivants : les délais de délivrance de la carte verte sont anormalement longs malgré les efforts effectués par les administrations pour accélérer la procédure ; la lourdeur de la procédure est aggravée par la durée de validité de la carte qui est invraisemblablement courte : deux semaines alors qu'elle devrait être de neuf mois, correspondant à la durée d'immunisation ; les délais d'abatage fixés à trois semaines sont parfaitement inacceptables lorsqu'il s'agit de bêtes proches du velage et qu'il convient évidemment d'attendre au moins trois mois. Au surplus, si une bête récemment considérée comme contaminée met bas normalement c'est qu'en réalité elle n'est pas atteinte ; le taux de contamination retenu pour l'abatage obligatoire est beaucoup trop rigoureux ; il a été ramené récemment de quatre-vingts à trente unités, alors que nombre de praticiens estiment que ces résultats sont sans signification et bien souvent la simple conséquence de vaccinations antérieures ; l'obligation de vaccinations répétées en cas de vente est inutile et coûteuse ; l'attestation de vaccin devant accompagner la bête pendant toute la durée de sa validité ; les délais de versement des subventions d'abatage sont anormalement longs, actuellement de l'ordre de plusieurs mois, alors que les éleveurs sont déjà lourdement atteints par l'effondrement des cours dû aux importations répétées de bovins d'Europe orientale. La lutte contre les maladies endémiques, que tous les éleveurs approuvent car ils en sont au premier chef les bénéficiaires, ne doit pas se transformer en brimade systématique de catégories professionnelles déjà en difficulté par l'application inconsidérée de mesures interprétées sous l'angle le plus bureaucratique, tâtillon et paperassier.

Education : ministère (personnel).

13879. — 17 mars 1979. — M. André Chandernagor demande à M. le ministre de l'éducation s'il entend donner une suite favorable à la demande des inspecteurs pédagogiques régionaux de l'académie de Limoges, qui souhaitent — comme tous leurs collègues des autres académies — pouvoir accéder à l'échelle lettré B, et s'il compte faire bénéficier ces personnels des avantages dont jouissent les inspecteurs d'académie en résidence départementale.

Paris (immeubles).

13000. — 17 mars 1979. — M. Edouard Frédéric-Dupont signale à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie que les terrains 194 et 196, rue de l'Université, figurent sur la liste des terrains domaniaux de l'Etat réservés au regroupement des administrations centrales et que l'Etat a l'intention de conserver. Or, ces terrains se trouvent actuellement occupés par des bâtiments en ruine, délabrés, sales, qui ont dû être étayés par des poutres fixées sur le trottoir, ce qui constitue une horrible verrue dans ce quartier prestigieux proche du quai d'Orsay, mais porte aussi atteinte au crédit de l'Etat, que l'on s'étonne de voir laisser ses bâtiments dans un état lamentable. Le parlementaire susvisé signale à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie qu'au cas où l'Etat renoncerait à ces terrains, la ville de Paris aurait le bonheur de pouvoir y construire des équipements de quartier. Il demande donc à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie si les terrains concernés ont fait l'objet d'une demande de permis de construire. Il lui demande enfin quand ces bâtiments seront rasés et remplacés par des immeubles convenables ou des jardins propres.

REPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ECRITES

AFFAIRES ETRANGERES

Coopération culturelle et technique (personnel).

8840. — 22 novembre 1978. — M. André Delehedde demande à M. le ministre des affaires étrangères de lui indiquer le nombre d'enseignants et de coopérants français qui, en 1978, n'ont pu rejoindre leur affectation à temps, en raison de l'impossibilité pour le département de payer leurs billets d'avion. Il désire également connaître le retard qui en est résulté pour le démarrage de leurs activités.

Réponse. — Tous les coopérants français ont pu rejoindre sans délai le poste auquel le ministère les avait affectés. Cinquante et un enseignants ont, en revanche, été retardés dans leur prise de fonction par les contraintes budgétaires évoquées dans la question écrite. Le retard qui en est résulté pour ces enseignants s'échelonne de quelques jours à quelques semaines (huit semaines dans six cas extrêmes, la très grande majorité des cas étant nettement inférieure à un mois).

Français à l'étranger (Madagascar).

11231. — 20 janvier 1979. — M. Paul Alduy attire l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur le cas de Français originaires de la Réunion et résidant à Madagascar qui souhaitent être rapatriés au lieu de leur naissance lorsque vient l'âge de la retraite. Les Français nés à la Réunion peuvent y retourner sans formalité spéciale pour peu que ce soit à leurs frais, par contre, il en va différemment lorsqu'il s'agit de personnes réputées indigentes. L'administration préfectorale subordonne leur rapatriement à la fourniture d'un certificat d'hébergement et justifie cette procédure en faisant état des possibilités d'accueil très limitées et en tirant argument de ce que ces personnes âgées sont pratiquement exclues des avantages vieillesse de la sécurité sociale en raison du montant élevé des cotisations à racheter. Il lui demande s'il n'envisage pas de prendre des mesures afin que l'aide sociale soit accordée à ces personnes par l'administration départementale de la Réunion et leur permette ainsi d'être rapatriés dans leur lieu de naissance.

Réponse. — La question du retour à la Réunion des Français indigents, originaires de ce département, qui vivent à Madagascar a déjà fait l'objet d'interventions du ministère des affaires étrangères auprès du secrétariat d'Etat pour les départements et territoires d'outre-mer. D'après la réglementation en vigueur, le ministère des affaires étrangères ne peut procéder au rapatriement des Français indigents originaires de ce département et vivant à Madagascar qu'à condition que le préfet de Saint-Denis ait émis un avis favorable à leur retour, avis subordonné à la production d'un certificat d'hébergement par des parents ou des amis. Cette exigence est justifiée par le fait que les possibilités d'accueil du département sont des plus limitées, et que, d'autre part, la plupart des intéressés n'ont pas l'âge requis pour bénéficier des dispositions législatives relatives à l'assistance aux personnes âgées. Sans méconnaître les obstacles auxquels se heurte la réinstallation à la Réunion des Français en question, le ministère des affaires étrangères souhaite d'autant plus voir apporter une solution à ce problème

que leur maintien à Madagascar soulève, dans les conditions actuelles, des difficultés au moins aussi grandes. Il se propose de poursuivre l'examen de cette question en liaison avec le secrétaire d'Etat pour les départements et territoires d'outre-mer.

Organisation des Nations Unies (commission des droits de l'homme).

11551. — 27 janvier 1979. — M. Marcel Houël attire l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur un rapport d'une sous-commission de l'ONU chargée de la prévention et la répression des crimes de génocide. Ce rapport contenait à l'origine un paragraphe 30, faisant référence au massacre des Arméniens au début du xx^e siècle. Il semble que ce paragraphe, sous la pression du gouvernement turc, ait été enlevé du rapport définitif qui sera soumis à la commission des droits de l'homme de l'ONU, à New York fin février courant mars 1979. Cet « oubli » constituerait indiscutablement une déformation de l'histoire du peuple arménien. En conséquence, il lui demande de bien vouloir intervenir, par l'intermédiaire du délégué français à la sous-commission concernée, pour la reconnaissance du génocide de 1915.

Réponse. — Notre pays n'a jamais méconnu les épreuves et les souffrances qui ont été celles des Arméniens de l'Empire Ottoman pendant la première guerre mondiale. L'ampleur de l'accueil réservé aux réfugiés de ce pays en porte témoignage. Cependant l'opinion internationale a évolué ces dernières années dans un souci d'apaisement. Simultanément, les organes compétents des Nations Unies se sont efforcés d'éviter, dans leurs travaux, le rappel de tel cas de génocide intervenu dans le passé plutôt que tel autre. C'est ainsi que la commission des droits de l'homme, à sa session de 1974, a préconisé que sa sous-commission, qui entreprendrait une étude sur le crime de génocide, s'abstienne d'évoqueries historiques propres à soulever les controverses et à ranimer des inimitiés. Notre représentant s'était à l'époque joint au consensus qui s'était dégagé sur cette question. La discussion a été rouverte en septembre 1978 à la dernière session de la sous-commission. C'est en vain toutefois que quelques membres de celle-ci ont suggéré que le rapport final de la session fasse mention des événements de 1915. Au demeurant, le fait que ces membres soient choisis intuiti personae implique que leurs opinions ne constituent pas de prises de position officielles et n'engagent pas leurs gouvernements. Le gouvernement français estime pour sa part qu'aucun élément nouveau n'est de nature à remettre en cause le consensus intervenu en 1974 au sein de la commission des droits de l'homme.

Rapatriés (indemnisation).

11680. — 3 février 1979. — M. Claude Labbé rappelle à M. le ministre des affaires étrangères qu'après l'indépendance de la Tunisie, en 1956, le Gouvernement français a proposé que les terres possédées par les propriétaires français soient cédées aux autorités tunisiennes. Des dossiers de cession ont donc été constitués à cet effet. Le 13 octobre 1960, un protocole d'accord a été signé par le Gouvernement français et par le Gouvernement tunisien, aux termes duquel 113 000 hectares devaient être cédés, en attendant l'offre forfaitaire des autorités tunisiennes. Toutefois, cette opération n'a eu aucune suite juridique, et encore moins financière. En effet, en juillet 1961, après les événements de Bizerte, bon nombre de propriétaires français se sont trouvés dans la zone des opérations militaires. Leurs terres ont été confisquées, occupées et mises sous séquestre par les autorités tunisiennes. Les intéressés ont été mis dans l'obligation de quitter le pays, en abandonnant la totalité de leurs biens. Une loi d'expropriation a été promulguée le 12 mai 1964 par le Gouvernement tunisien, concernant les terres mises sous séquestre. Cette loi annulait définitivement le protocole du 13 octobre 1960 et mettait fin, en droit et en fait, à la procédure de cession initialement envisagée. A ce propos, il lui expose la situation d'un Français rapatrié de Tunisie qui tente actuellement d'obtenir une indemnisation pour les biens dont il a été dépossédé. L'intéressé est en possession de lettres du 18 décembre 1964 et du 29 décembre 1967, émanant de l'ambassadeur de France à Tunis et attestant que sa propriété n'a pu être cédée, compte tenu des précisions données ci-dessus, au Gouvernement tunisien. Par contre, le directeur de l'agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer prétend que la propriété en cause a bien été cédée au Gouvernement tunisien. Cette prise de position, infirmant les attestations officielles de l'ambassadeur de France, va également contre les faits. A travers cet exemple, il lui demande s'il n'estime pas nécessaire que soient indiquées, sans ambiguïté, les conditions dans lesquelles les Français dépossédés de leurs biens en Tunisie peuvent prétendre à une légitime indemnisation.

Réponse. — Il est exact que la loi tunisienne du 12 mai 1964 a institué unilatéralement un processus de reprise de terres agricoles différent de celui adopté par les protocoles franco-tunisiens des 8 mai 1957, 19 octobre 1960 et 2 mars 1963. Ceux-ci, en effet,

avaient réalisé et rémunéré la cession volontaire de 275 000 hectares de terres appartenant à des agriculteurs français. La loi de 1964 n'en a pas moins suscité un échange de lettres franco-tunisien signé à Paris le 26 juillet 1966 qui a organisé le versement par le gouvernement tunisien d'acomptes aux agriculteurs français touchés par la loi du 12 mai 1964. Ces acomptes ont été versés par les autorités tunisiennes sur la base des récoltes pendantes au prorata des montants retenus après vérification par leurs soins des déclarations que les agriculteurs avaient souscrites auprès d'elles. Il y a lieu de noter que le critère adopté par l'agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer pour accorder le bénéfice de la loi du 15 juillet 1970 est celui de la reprise de la propriété agricole par le gouvernement tunisien en vertu de la loi du 12 mai 1964. Sont donc exclues du bénéfice de cette loi les propriétés cédées au titre des protocoles de 1957, 1960 et 1963. Entre-temps, la loi du 2 janvier 1978 a très fortement relevé l'indemnisation allouée par la loi du 15 juillet 1970. Aussi un certain nombre de recours ont-ils été formés par les rapatriés de Tunisie contre les décisions de rejet opposées par l'agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer aux demandes d'indemnisation de propriétés agricoles cédées dans le cadre de la convention du 8 mai 1957. Dans le cas particulier évoqué par l'honorable parlementaire, il est nécessaire de connaître la date de reprise des terres par le gouvernement tunisien pour apprécier la signification des lettres de l'Ambassade de France à Tunis en date des 18 décembre 1964 et 29 décembre 1967. Le ministère des affaires étrangères est naturellement disposé à réexaminer ce dossier si les renseignements nécessaires lui sont communiqués.

BUDGET

*Impôt sur le revenu
(actionnaires d'une entreprise en liquidation).*

2291. — 1^{er} juin 1978. — **M. Alain Léger** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur la situation des actionnaires d'une entreprise mise en liquidation de biens. Est autorisée l'imputation de déficits qui seraient subis éventuellement dans les catégories : revenus mobiliers, traitements et salaires. En raison de ces revenus, l'hypothèse d'un déficit ne peut se présenter que très exceptionnellement. Pourtant, il est indéniable que la perte subie, ou à subir de façon certaine, vient en déduction directe des revenus des salariés ou commerçants retraités ou agriculteurs, dont la majeure partie ne bénéficie que de ressources modestes ou modérées. En outre, les sommes versées au capital, par exemple, à la Société d'exploitation textile dans les Ardennes, l'ont été à l'exigence de l'Etat qui ferait un montage financier à partir de la constitution d'une société, donc d'un apport en capital. Dans cette situation, l'acquisition des actions ne peut être considérée comme une opération boursière, donc spéculative, car le capital a été composé par moitié en provenance du personnel (apport de deux, trois, quatre mois de salaire), par moitié en provenance de l'environnement local dans un but uniquement de solidarité. C'est pourquoi il serait logique que de tels actionnaires pussent déduire de la base imposable de leurs revenus le montant du versement en capital, compte tenu de la prévision de la perte intégrale de ce dernier dans la plupart des cas de sociétés mises en liquidation de biens. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour que la réglementation aille dans le sens ci-dessus évoqué.

Réponse. — Les pertes supportées par des particuliers à la suite de la mise en liquidation d'une société dont ils sont actionnaires ont le caractère d'une dépense en capital. Conformément aux principes applicables en matière d'impôt sur le revenu, elles ne peuvent donc être admises en déduction pour le calcul de l'impôt. Les contribuables qui se trouvent dans la situation évoquée par l'auteur de la question n'ont donc pas la possibilité de déduire de leur revenu la perte qu'ils subiraient du fait du non-remboursement éventuel de leurs apports.

Taxe professionnelle (base d'imposition).

5990. — 16 septembre 1978. — **M. Serge Charles** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur le problème posé par le deuxième élément de la base d'imposition de la taxe professionnelle constituée, pour les personnes qui emploient moins de cinq salariés et exercent une activité à caractère non commercial, par le huitième de leurs recettes (art. 3-I de la loi n° 75-678 du 29 juillet 1975). En effet, le décret d'application du 23 octobre 1975 dispose que ces recettes s'entendent droits et taxes compris. La T. V. A. n'étant pas une recette pour celui qui la perçoit puisqu'elle est reversée au Trésor, ne peut-on envisager de ramener la base aux recettes hors taxes.

Réponse. — Les articles 1^{er} et 3-III du décret du 23 octobre 1975 prévoient que, pour les titulaires de revenus non commerciaux, les recettes à inclure dans les bases de la taxe professionnelle

sont celles retenues pour le calcul du bénéfice taxable à l'impôt sur le revenu. Les redevables doivent donc comprendre dans leurs recettes la totalité des sommes effectivement encaissées, y compris la taxe sur la valeur ajoutée, sans qu'il y ait lieu de distinguer la nature des différents éléments inclus dans les honoraires et commissions. La mesure suggérée par l'honorable parlementaire aboutirait à favoriser les contribuables assujettis à la T. V. A. par rapport aux non-assujettis dès lors que le chiffre d'affaires de ces derniers comprend le montant non déductible de la taxe relative à leurs frais généraux et investissements, et qu'ils répercutent sur leurs clients. Il convient d'ailleurs de noter que la prise en compte de la T. V. A. parmi les recettes imposables à la taxe professionnelle a éventuellement pour contrepartie une moindre imposition des valeurs locatives du matériel puisque ces dernières sont alors retenues hors taxe.

Réunion (contingent de rhum).

6834. — 5 octobre 1978. — **M. Pierre Lagourgue** demande à **M. le ministre du budget** s'il peut lui préciser les raisons pour lesquelles la revendication, vieille de plusieurs années déjà, des producteurs de rhum de la Réunion visant à obtenir le transfert du contingent de rhum de la République malgache au profit de ce département n'a pas été satisfaite à ce jour. Compte tenu des difficultés actuelles des industries sucrières de l'île, il demande si le Gouvernement ne pourrait pas revoir cette affaire dans un sens plus favorable.

Réponse. — Il a été répondu directement à la question posée par l'honorable parlementaire.

Impôts locaux (exonérations).

6953. — 7 octobre 1978. — **M. Jacques Lavédrins**, reprenant les termes d'une question écrite posée le 17 novembre 1977 par **M. Joseph Planeix**, à laquelle il n'a jamais été répondu et qui est devenue caduque à la fin de la dernière législature, appelle l'attention de **M. le ministre du budget** sur la situation d'une personne invalide de 2^e catégorie qui perçoit une pension de 450 francs par mois et dont le mari dispose d'un salaire modeste, de sorte que le ménage n'est pas imposable sur le revenu. Il lui fait observer que les intéressés sont toutefois assujettis aux impôts locaux alors que, si la situation était inversée et si le chef de famille était invalide, aucun impôt local ne leur serait réclamé. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître son opinion sur cette différence de traitement et quelles mesures il compte prendre pour y remédier.

Réponse. — Dans le cas d'un couple marié, la taxe d'habitation relative au logement des époux est, en principe, établie au nom du mari. Par conséquent, les services examinent la situation du mari pour accorder ou refuser les dégrèvements d'office prévus par l'article 1414 du code général des impôts, la non-imposition à l'impôt sur le revenu étant toutefois appréciée au niveau du ménage. Lorsque ce n'est pas le mari mais la femme qui remplit la condition d'âge ou d'invalidité fixée pour le dégrèvement, celui-ci peut être accordé sur réclamation des intéressés. Ces règles garantissent, comme le souhaite l'honorable parlementaire, une égalité de traitement entre les deux conjoints.

Taxe d'habitation (parkings souterrains).

7137. — 12 octobre 1978. — **Mme Jacqueline Chonevel** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur la taxe d'habitation appliquée aux parkings souterrains. Un grand nombre de locataires, des représentants d'associations considèrent, à juste titre, la taxe d'habitation payée au titre de leurs parkings souterrains comme une injustice et une pénalisation de l'intérêt collectif. En effet, afin de répondre au besoin d'un meilleur environnement, les promoteurs, maîtres d'ouvrage, et plus particulièrement les offices d'HLM, s'emploient, au prix d'efforts financiers importants, à réaliser des parkings souterrains, ce qui représente des avantages indiscutables pour l'intérêt général et concourt à un meilleur cadre de vie : récupération de la même surface pour l'aménagement d'espaces libres, de plantations, terrains de jeux, etc. ; limitation des accidents de circulation ; atténuation des bruits ; libération de la voirie publique. Les utilisateurs de ces parkings, qui financent par leurs loyers les avantages ainsi obtenus pour la collectivité tout entière, sont pénalisés une seconde fois par la taxe d'habitation. Elle lui demande s'il ne pense pas qu'il convient de mettre un terme à cette injustice et en conséquence d'apporter la modification législative qui s'impose.

Réponse. — Une exonération de la taxe d'habitation portant sur les usages individuels et collectifs ne serait pas conforme à l'équité. En effet, le produit de ces taxes étant réparti entre les habitants à proportion des valeurs locatives, il est normal de tenir

compte de l'existence d'un emplacement de stationnement pour calculer la valeur locative de chaque logement. Il n'est pas douteux qu'un logement disposant de cette commodité est loué plus cher qu'une habitation de même importance, mais dépourvue de cet avantage. En outre, il serait peu justifié de faire abstraction des garages alors qu'il est tenu compte des autres dépendances de l'habitation (caves, débarras, etc.) et de ses équipements pour apprécier la valeur locative servant de base à la taxe d'habitation. Enfin, les exonérations d'impôts locaux accordées à une catégorie particulière d'habitants ont nécessairement des répercussions sensibles sur les autres redevables. Pour l'ensemble de ces motifs, il ne peut être envisagé d'accéder à la demande de l'honorable parlementaire.

*Taxe professionnelle
(étudiants en médecine effectuant des remplacements).*

7702. — 25 octobre 1978. — **M. Arthur Dehelne** demande à **M. le ministre du budget** si un étudiant en médecine effectuant occasionnellement des remplacements auprès de médecins doit être assujéti à la taxe professionnelle.

Réponse. — Seules sont soumises à la taxe professionnelle les personnes qui exercent à titre habituel une activité professionnelle non salariée. En conséquence, un étudiant en médecine effectuant des remplacements sera assujéti à cette taxe dès l'instant où le nombre de ses actes, la durée de ses remplacements et l'importance de ses recettes sont suffisants pour caractériser l'exercice habituel d'une profession. Cette condition ne peut être appréciée qu'en fonction des circonstances particulières propres à chaque contribuable et il n'est donc pas possible de donner une réponse générale à la question posée par l'honorable parlementaire.

Impôts locaux (taux).

8390. — 10 novembre 1978. — **M. Claude Dhinnin** rappelle à **M. le ministre du budget** que jusqu'en 1975 les taux des impôts directs locaux pour les groupements de communes et pour les départements étaient différents d'une commune à l'autre. La loi du 29 juillet 1975, en instituant le principe d'un taux unique, a supprimé cette anomalie qui conduisait à des situations inéquitables, car il était anormal que tous les contribuables d'un département, ou dépendant d'une même collectivité locale, ne participent pas dans la même proportion aux charges publiques. Mais, en vue d'éviter que les intéressés n'aient à subir, la même année, les conséquences de cette disposition, à la fois du fait des impositions dont ils sont redevables au département et, éventuellement, à une communauté urbaine ou à un district, le Parlement a limité, jusqu'en 1978, l'application de cette mesure aux seuls impôts départementaux. Il lui demande si les dispositions relatives à l'égalisation des charges entre les contribuables d'une même collectivité locale, par exemple d'une même communauté urbaine, recevront leur plein effet à partir de 1979.

Réponse. — Comme il est indiqué dans la question, le problème de l'unification des taux de la taxe d'habitation ne concerne plus que les communautés urbaines et les districts à fiscalité propre. L'article 3 de la loi n° 79-15 du 3 janvier 1979 prévoit à cet égard que les différences constatées en 1978 entre le taux moyen de la taxe d'habitation perçue par le groupement et les taux appliqués au profit de celui-ci dans chaque commune membre seront réduites d'un cinquième en 1979. Toutefois, les conseils délibérants des organismes concernés peuvent décider, avant le 31 mars 1979, de maintenir les écarts de taux existant en 1978. Compte tenu de ce texte, il appartient désormais à chaque communauté urbaine et à chaque district d'amorcer ou non en 1979 le rapprochement des taux de la taxe d'habitation perçue à son profit. Le régime applicable à compter de 1980 sera défini par le Parlement au cours de la prochaine session lors de l'examen du projet de loi portant aménagement de la fiscalité directe locale, lequel comporte un article qui va dans le sens des préoccupations de l'honorable parlementaire.

Impôts locaux (taxe professionnelle).

8429. — 14 novembre 1978. — **M. Charles Millon** expose à **M. le ministre du budget** que jusqu'en 1976 la SNCF a été imposée à la taxe professionnelle dans un certain nombre de communes où elle avait un effectif de salariés et du matériel. A partir de 1977 du fait de l'écrêtement et de la diminution de la base d'imposition certaines communes ont pu constater que la SNCF n'était plus soumise à la taxe professionnelle; cette situation est due essentiellement aux mesures d'écrêtement prévues par l'article 10 de la loi n° 75-678 du 29 juillet 1975. Il lui demande en conséquence s'il ne juge pas

nécessaire de reviser ce type de mesures qui pénalisent lourdement les petites communes dont le budget était jusqu'à ces dernières années alimenté essentiellement par la taxe professionnelle versée par la SNCF.

Réponse. — L'écrêtement des bases, prévu à l'article 10 de la loi du 29 juillet 1975, modifié par l'article I^{er}-III de la loi du 16 juin 1977, a été institué en vue de ne pas compromettre l'équilibre économique des grandes entreprises principalement touchées par les transferts de charges résultant de la suppression de la patente et de son remplacement par la taxe professionnelle. Certes, cette mesure a parfois abouti à des situations anormalement favorables pour les entreprises concernées. Mais, d'une part, les cas dans lesquels les bases brutes d'imposition diminuent considérablement sont rares et il s'agit parfois de situations temporaires. D'autre part, les cas dans lesquels les bases nettes d'imposition deviennent nulles sont appelés à disparaître: le Parlement a, en effet, adopté une disposition par laquelle le montant de l'écrêtement sera diminué d'un tiers en 1979. Cela dit, la non-imposition de la SNCF dans certaines communes du fait des mesures d'écrêtement a pu entraîner un accroissement des impositions supportées par les redevables de la taxe professionnelle, mais elle n'a, en revanche, aucune incidence sur le montant du produit global attendu par ces communes puisque, par le mécanisme de répartition des impôts locaux, chaque commune perçoit intégralement le produit qu'elle a voté.

Impôts locaux (assiette).

8434. — 14 novembre 1978. — **M. Pierre Cornet** appelle l'attention de **M. le ministre du budget** sur le fait que la remise en état ou l'amélioration des locaux d'habitation dans les zones rurales et plus spécialement dans les zones de montagne grâce à des aides de l'Etat et notamment des subventions du ministère de l'agriculture entraîne une augmentation des impôts locaux acquittés par les propriétaires de ces logements, augmentation qui annule l'effet d'incitation de l'aide de l'Etat. Il lui demande en conséquence s'il envisage de modifier les règles des mises à jour des bases d'imposition des impôts locaux en soumettant si nécessaire un texte législatif à l'approbation du Parlement lors de la discussion du projet de loi de l'écrêtement et de la diminution de la base d'imposition, cetero un terme à une situation parfaitement illogique qui contribue à aggraver les difficultés des habitants des communes de montagne et donc à accroître le dépeuplement de ces collectivités locales.

Réponse. — Il serait inéquitable que les personnes bénéficiant déjà d'aides de l'Etat pour la remise en état ou l'amélioration de locaux d'habitation dans les zones rurales soient encore avantagées sur le plan de la répartition des impôts locaux par des mesures qui aggraveraient en définitive les difficultés financières des collectivités locales et la charge des autres contribuables. Par ailleurs, en abrogeant le principe de la fixité des évaluations et en instituant un régime de mise à jour permanente des valeurs locatives, la loi du 18 juillet 1974 a répondu aux vœux des élus locaux qui se plaignaient du caractère statique des bases des « quatre vieilles ». Il n'est donc pas envisagé d'apporter des exceptions à ces règles qui représentent un effort considérable de modernisation de la fiscalité locale. Enfin il est fait observer que les travaux de remise en état ou d'amélioration d'un local ne sont pris en compte dans le calcul de la valeur locative que lorsqu'ils ont pour effet de modifier les caractéristiques physiques du local et à la condition qu'ils entraînent une variation de plus de 10 p. 100 de cette valeur locative.

Impôt sur le revenu (handicapés).

8661. — 16 novembre 1978. — **M. Jean-Louis Masson** rappelle à **M. le ministre du budget** que la majoration pour tierce personne, qui est octroyée aux personnes handicapées devant être assistées par une autre personne, n'est pas imposable. Cette majoration pour tierce personne est un complément qui garantit un minimum de ressources aux handicapés intéressés. Cependant, lorsque ces handicapés perçoivent une pension d'un montant égal ou très légèrement supérieur à la majoration pour tierce personne, ils ne peuvent plus percevoir la majoration. Par contre, leur pension reste imposable. Aussi, une certaine injustice est susceptible de régner en la matière, dans la mesure où un handicapé ayant une pension égale à la majoration pour tierce personne est imposé, alors que s'il n'avait pas sa pension, il percevrait une somme équivalente, mais qui ne serait pas imposable. **M. Masson** demande donc à **M. le ministre** du budget de bien vouloir lui indiquer quelles sont les mesures qui peuvent être prises pour remédier à cette situation.

Réponse. — L'allocation compensatrice attribuée aux handicapés adultes pour couvrir notamment les frais entraînés par le recours à une tierce personne pour les actes ordinaires de la vie a le caractère d'une prestation sociale exonérée d'impôt sur le revenu en application de l'article 81 (2^e) du code général des impôts. Mais

le fait pour un handicapé de ne pouvoir prétendre au bénéfice de cette allocation en raison du montant de ses ressources ne modifie pas pour autant la nature juridique des prestations composant ces ressources, et notamment celle des pensions dont peut être titulaire l'intéressé. Il faut rappeler toutefois que ne sont pas imposables les rentes d'accident du travail et les pensions militaires pour une invalidité. Le dispositif fiscal en vigueur assure un traitement particulier aux revenus des invalides mais, dans un souci d'équité, il réserve les abattements prévus aux titulaires des revenus les plus faibles. Il permet, en effet, de ne pas imposer les pensions dont le montant n'excède pas celui de l'allocation aux vieux travailleurs salariés lorsque les ressources du bénéficiaire ne sont pas supérieures aux limites fixées pour l'attribution de cette allocation. Quant aux pensions imposables, elles ouvrent droit à un abattement de 10 p. 100, dans une limite fixée à 6 000 F par foyer pour l'imposition des revenus de 1978, et le solde n'est retenu dans les bases de l'impôt qu'à concurrence de 80 p. 100. Ces allègements sont complétés par un ensemble de dispositions relatives au calcul de l'impôt. C'est ainsi que les invalides peuvent, sous certaines conditions, bénéficier, quel que soit leur âge, de l'abattement accordé aux personnes âgées de plus de soixante-cinq ans fixé par la loi de finances pour 1979 à 3 720 F pour les contribuables dont le revenu net global n'excède pas 23 000 F et à 1 680 F pour ceux dont le revenu net global est compris entre 23 000 F et 37 200 F. En outre, une demi-part supplémentaire est accordée aux invalides isolés ainsi qu'aux ménages dont les deux conjoints sont invalides.

Impôts locaux (taxe professionnelle).

9119. — 24 novembre 1978. — **M. Maurice Cornette** expose à **M. le ministre du budget** que les entreprises de travaux agricoles n'utilisent certains matériels spécifiques que pendant une période très limitée de l'année, et donc pendant un temps effectif réduit. Il lui demande si cette particularité est prise en compte, comme la logique le voudrait, pour la détermination des bases de la taxe professionnelle des entreprises en cause ainsi que pour les déductions pour amortissement en matière de calcul de leurs bénéfices agricoles.

Réponse. — Les bénéfices des entreprises de travaux agricoles ne sont pas des bénéfices agricoles mais relèvent de la catégorie des bénéfices industriels et commerciaux. Les entrepreneurs de travaux agricoles réalisant des recettes annuelles qui n'excèdent pas 400 000 F ne sont pas imposés à la taxe professionnelle sur la base de leurs matériels. Quant à ceux dont les recettes excèdent cette limite, ils bénéficient d'un abattement de 25 000 F de valeur locale, ce qui revient à exonérer les matériels à hauteur de 150 000 F. Par le jeu de ces dispositions, la base d'imposition dépend principalement des salaires versés et s'ajuste ainsi au volume d'activité, de sorte que le caractère saisonnier de la profession est bien pris en compte pour le calcul de la taxe professionnelle. Dans la mesure, d'autre part, où il agit sur le rythme de la dépréciation des matériels, ce caractère est également pris en compte pour le calcul des annuités d'amortissement dès lors que le taux à retenir est fixé en fonction de tous les facteurs susceptibles d'influer sur la durée normale d'utilisation.

Impôts (recouvrement).

9551. — 2 décembre 1978. — **M. Edouard Frédéric-Dupont** demande à **M. le ministre du budget** si un percepteur peut refuser, lors de la remise d'un chèque par un contribuable, de porter sur sa feuille d'avertissement la mention « Payé par chèque le... ». La plupart des percepteurs de France ne font aucune difficulté pour donner cette garantie aux contribuables. Le refus de cette garantie incite le contribuable à verser en espèces ce qu'il doit pour obtenir un reçu ; cela ne comporte aucun avantage pour l'administration et, d'autre part, cause au contribuable un risque de vol du fait du transfert de fonds. En conséquence, le parlementaire susvisé demande à **M. le ministre** s'il compte recommander aux quelques percepteurs réticents de porter ladite mention avec cachet sur les avertissements lors des paiements par chèque.

Réponse. — Le code général des impôts précise en son article 383, annexe III, que « tout versement d'impôt donne obligatoirement lieu à la délivrance d'une quittance extraite du journal à souche réglementaire ; les comptables du Trésor chargés du recouvrement des impôts directs doivent, en outre, élargir les paiements sur leurs rôles à mesure qu'il leur en est fait ». Par ailleurs, aux termes de l'article 204 de l'annexe IV du code général des impôts, « en échange du chèque, le comptable délivre, s'il y a lieu, un reçu, sous forme de quittance ou d'extrait de quittance, d'ampliation de titre de mouvement ou de facture, suivant le cas. La mention de ce versement est faite en un chèque qui doit être portée au volant comme au talon de la pièce délivrée ». Il résulte de ces dispositions réglementaires que les quittances sont remises obligatoirement aux contribuables qui s'acquittent de leur impôt en numé-

raire, des reçus, sous forme de déclarations de recettes, sont délivrés sur demande expresse des contribuables lorsque ceux-ci se libèrent de leur impôt direct par l'émission d'un chèque. Cette dernière manière de pratiquer, rendue nécessaire par le très grand nombre de règlements effectués dans ces conditions, est d'ailleurs conforme aux habitudes du commerce et de l'industrie. En effet, le relevé de l'extrait de compte adressé au titulaire du compte par l'établissement tenant celui-ci atteste de l'émission et de l'encaissement de ce chèque. Par ailleurs, des instructions actuellement en vigueur prévoient que lorsqu'un contribuable vient déposer un effet bancaire ou postal au guichet d'un comptable du Trésor, celui-ci peut apposer sur l'avis d'imposition, et à la demande de l'intéressé, une mention justifiant un dépôt de chèque. Ainsi, dans le cas d'un paiement en numéraire, comme lors d'un règlement par chèque, les contribuables peuvent obtenir du comptable du Trésor une justification de leur règlement, leur donnant toutes garanties. Dès lors, les contribuables ne doivent généralement éprouver aucun problème, ainsi que le reconnaît l'honorable parlementaire, pour que soit fait application, à leur profit, de ces dispositions. Si, exceptionnellement, une difficulté survient en la matière, il conviendrait de la signaler à l'administration centrale du ministère du budget afin que soit rappelée, au comptable du Trésor concerné, la réglementation applicable en l'espèce.

COMMERCE EXTERIEUR

Commerce extérieur (produits agro-alimentaires).

9575. — 2 décembre 1978. — **M. Jacques Godfrain** demande à **M. le ministre du commerce extérieur** quelle est la répartition, par produits, des exportations françaises dans les pays de la péninsule arabe caractérisés par une très forte concentration urbaine (Arabie Saoudite, émirats...). En particulier, il souhaite savoir quelle est la part des produits agro-alimentaires, dont il souhaite connaître la répartition entre produits bruts (céréales...) et produits finis directement consommables. **M. Jacques Godfrain** demande à **M. le ministre du commerce extérieur** quelles mesures il compte prendre pour améliorer les résultats du commerce extérieur des produits agro-alimentaires finis vers les pays désignés ci-dessus.

Réponse. — En réponse à la question posée par l'honorable parlementaire, le ministre du commerce extérieur communique ci-jointe une série de tableaux qui reprennent les chiffres de nos exportations, ventilées par catégories de produits, vers les principaux pays de la péninsule arabe. Une seconde série de tableaux fournit la répartition, par principaux postes, des échanges du secteur agricole. On note qu'en 1976, 1977 et 1978, les produits agro-alimentaires ont représenté une part non négligeable de nos ventes, soit en moyenne de 13 à 14 p. 100 dans le cas de l'Arabie Saoudite, 15 p. 100 pour Dubaï, 17 p. 100 pour le Bahreïn, 50 p. 100 pour le Yémen du Nord. Les produits transformés et/ou directement consommables constituent l'essentiel de nos exportations (pommes, volailles abattues, poudre de lait, fromages, préparations alimentaires diverses). Saisissant des mesures susceptibles d'améliorer nos ventes de produits agro-alimentaires dans cette zone géographique, là où il existe une forte concentration urbaine, un certain nombre de décisions sont déjà intervenues : les services de l'expansion économique ont été renforcés afin de permettre aux pouvoirs publics de mieux apprécier les perspectives que nous offrent ces marchés : un spécialiste agricole a été nommé à Djeddah en 1978 ; il a été prévu, en accord avec le ministre de l'Agriculture, de nommer un autre spécialiste agricole à Bahreïn, avec une compétence régionale pour l'ensemble des pays du Golfe. Son installation devrait avoir lieu dans le courant de l'année 1979. Les moyens des organismes chargés d'appliquer la politique d'expansion de nos exportations de produits agro-alimentaires ont été accrus : il existe, depuis 1975, un délégué itinérant commun à la Sopexa et au C. F. C. E., basé à Athènes, dont la zone de compétence englobe les pays de la péninsule arabe. Les actions promotionnelles menées en faveur de nos produits nous ont permis d'affirmer notre image de marque et d'élargir notre marché en Arabie Saoudite et dans les émirats. Compte tenu des résultats obtenus grâce à ces opérations de soutien, celles-ci seront poursuivies : le budget de la Sopexa pour 1979 prévoit un accroissement de 25 p. 100 des crédits consacrés au Moyen-Orient. Par ailleurs, le ministre du commerce extérieur indique à l'honorable parlementaire que l'Arabie saoudite et les émirats constituent une orientation géographique prioritaire dans le plan professionnel d'actions à l'exportation pour les produits laitiers, qui a été récemment approuvé par le conseil supérieur des exportations agro-alimentaires. Dans ce cadre, les exportateurs qui chercheront à développer leurs ventes de produits individualisés, de qualité, fortement valorisés, dans les zones concernées, bénéficieront d'un soutien accru des pouvoirs publics. D'une manière plus générale, un ambassadeur itinérant a été récemment nommé, chargé notamment de veiller au renforcement de notre présence économique dans cette zone géographique, et y compris en ce qui concerne les produits agro-alimentaires.

Exportations françaises à destination de Dubay.

PRODUITS (ventilés selon la Nomenclature d'études conjoncturelles).	ANNÉE 1976	ANNÉE 1977	NEUF MOIS 1978
Produits agro-alimentaires (01 + 02) (1).....	87 (15,30 %)	56 (14,80 %)	45 (15,10 %)
Produits énergétiques (03).....	—	—	—
Matières premières minérales (04).....	—	—	—
Métaux et produits du travail des métaux (05).....	136	34	51
Produits chimiques et demi-produits divers (06).....	38	47	43
Biens d'équipement professionnel (07).....	95	137	87
Biens d'équipement ménager (08).....	6	14	9
Equipement automobile ménager (09).....	14	9	6
Pièces détachées et matériel utilitaire de transport terrestre (10)....	11	4	4
Biens de consommation (11).....	70	76	54
Total tous produits.....	437	377	299

(1) Les chiffres en pourcentage entre parenthèses indiquent la part des produits agro-alimentaires dans l'ensemble de nos ventes à destination de Dubay.

Exportations françaises à destination d'Oman.

PRODUITS (ventilés selon la Nomenclature d'études conjoncturelles).	ANNÉE 1976	ANNÉE 1977	NEUF MOIS 1978
Produits agro-alimentaires (01 + 02) (1).....	11 (7,10 %)	5 (5 %)	6 (4,40 %)
Produits énergétiques (03).....	—	—	—
Matières premières minérales (04).....	—	1	—
Métaux et produits du travail des métaux (05).....	71	18	10
Produits chimiques et demi-produits divers (06).....	15	6	3
Biens d'équipement professionnel (07).....	26	41	97
Biens d'équipement ménager (08).....	2	2	0
Pièces détachées et matériel utilitaire de transport terrestre (10)....	6	6	6
Equipement automobile ménager (09).....	8	10	8
Biens de consommation (11).....	16	11	5
Total tous produits.....	155	100	135

(1) Les chiffres en pourcentage entre parenthèses indiquent la part des produits agro-alimentaires dans l'ensemble de nos ventes à destination d'Oman.

Exportations françaises à destination du Koweït.

PRODUITS (ventilés selon la Nomenclature d'études conjoncturelles).	ANNÉE 1976	ANNÉE 1977	NEUF MOIS 1978
Produits agro-alimentaires (01 + 02) (1).....	66 (6 %)	30 (3,80 %)	53 (6,90 %)
Produits énergétiques (03).....	—	—	—
Matières premières minérales (04).....	—	—	—
Métaux et produits du travail des métaux (05).....	50	101	125
Produits chimiques et demi-produits divers (06).....	27	37	38
Biens d'équipement professionnel (07).....	710	381	364
Biens d'équipement ménager (08).....	19	12	8
Equipement automobile ménager (09).....	48	41	35
Pièces détachées et matériel utilitaire de transport terrestre (10)....	26	12	9
Biens de consommation (11).....	143	169	132
Total tous produits.....	1 089	783	784

(1) Les chiffres en pourcentage entre parenthèses indiquent la part des produits agro-alimentaires dans l'ensemble de nos ventes à destination du Koweït.

Exportations françaises à destination de l'Arabie Saoudite.

PRODUITS (ventilés selon la Nomenclature d'études conjoncturelles).	ANNÉE 1976	ANNÉE 1977	NEUF MOIS 1978
	(En millions de francs.)		
Produits agro-alimentaires (01 + 02) (1).....	206 (16,30 %)	420 (13,80 %)	332 (11,70 %)
Produits énergétiques (03).....	1	4	2
Matières premières minérales (04).....	—	—	—
Métaux et produits du travail des métaux (05).....	256	545	511
Produits chimiques et demi-produits divers (06).....	120	206	302
Biens d'équipement professionnel (07).....	547	1 081	987
Biens d'équipement ménager (08).....	27	55	53
Équipement automobile ménager (09).....	64	126	108
Pièces détachées et matériel utilitaire de transport terrestre (10).....	108	128	86
Biens de consommation (11).....	241	467	466
Total tous produits.....	1 630	3 032	2 830

(1) Les chiffres en pourcentage entre parenthèses indiquent la part des produits agro-alimentaires dans l'ensemble de nos exportations à destination de l'Arabie Saoudite.

Exportations françaises à destination du Yémen du Nord.

PRODUITS (ventilés selon la Nomenclature d'études conjoncturelles).	ANNÉE 1976	ANNÉE 1977	NEUF MOIS 1978
	(En millions de francs.)		
Produits agro-alimentaires (01 + 02) (1).....	56 (46,30 %)	59 (37,80 %)	178 (88,70 %)
Produits énergétiques (03).....	—	—	—
Matières premières minérales (04).....	—	—	—
Métaux et produits du travail des métaux (05).....	3	5	18
Produits chimiques et demi-produits divers (06).....	9	3	8
Biens d'équipement professionnel (07).....	32	53	25
Biens d'équipement ménager (08).....	1	2	1
Équipement automobile ménager (09).....	5	6	2
Pièces détachées et matériel utilitaire de transport terrestre (10).....	4	14	8
Biens de consommation (11).....	11	15	21
Total tous produits.....	121	157	259

(1) Les chiffres en pourcentage entre parenthèses indiquent la part des produits agro-alimentaires dans l'ensemble de nos ventes à destination du Yémen du Nord.

Exportations françaises à destination de Bahreïn.

PRODUITS (ventilés selon la Nomenclature d'études conjoncturelles).	ANNÉE 1976	ANNÉE 1977	NEUF MOIS 1978
	(En millions de francs.)		
Produits agro-alimentaires (01 + 02) (1).....	21 (15,90 %)	12 (12,50 %)	19 (22,60 %)
Produits énergétiques (03).....	—	—	—
Matières premières minérales (04).....	—	—	—
Métaux et produits du travail des métaux (05).....	41	9	7
Produits chimiques et demi-produits divers (06).....	7	13	14
Biens d'équipement professionnel (07).....	29	32	17
Biens d'équipement ménager (08).....	2	2	3
Équipement automobile ménager (09).....	7	5	4
Pièces détachées et matériel utilitaire de transport terrestre (10).....	8	4	0
Biens de consommation (11).....	23	19	20
Total tous produits.....	138	96	84

(1) Les chiffres en pourcentage entre parenthèses indiquent la part des produits agro-alimentaires dans l'ensemble de nos ventes à destination de Bahreïn.

Principales exportations agro-alimentaires françaises
à destination du Koweït.

	1976	1977	9 mois 1978
	(En milliers de francs.)		
Total (chiffres arrondis).....	66 000	30 000	53 000
Dont :			
Vielandes et abats comestibles.....	10 448	5 962	6 537
Lait et produits de la laiterie.....	4 267	6 800	23 548
Fruits.....	2 028	768	»
Céréales (orge).....	17 478	»	»
Sucres et sucreries.....	23 193	8 372	15 576
Préparations à base de céréales, pâtisseries.....	1 986	1 006	1 975
Préparations alimentaires diverses..	1 494	835	577
Boissons.....	839	1 019	411

Principales exportations agro-alimentaires françaises
à destination d'Oman.

	1976	1977	9 mois 1978
	(En milliers de francs.)		
Total (chiffres arrondis).....	11 000	5 000	6 000
Dont :			
Lait et produits laitiers.....	1 040	563	2 827
Sucres et sucreries.....	7 609	1 378	1 074
Boissons.....	1 187	1 537	1 608

Principales exportations agro-alimentaires françaises
à destination de Bahrein.

	1976	1977	9 mois 1978
	(En milliers de francs.)		
Total (chiffres arrondis).....	21 000	12 000	19 000
Dont :			
Vielandes et abats comestibles.....	9 351	4 888	2 359
Lait et produits de la laiterie.....	584	733	2 651
Sucres et sucreries.....	5 152	210	4 088
Préparations alimentaires diverses..	390	414	580
Boissons.....	1 071	1 930	6 519

Principales exportations agro-alimentaires françaises
à destination de Dubay.

	1976	1977	9 mois 1978
	(En milliers de francs.)		
Total (chiffres arrondis).....	67 000	56 000	45 000
Dont :			
Vielandes et abats comestibles (volailles mortes).....	24 161	23 440	19 482
Lait et produits de la laiterie.....	3 402	2 808	1 269
Fruits (pommes).....	9 636	2 124	3 451
Produits de la minoterie.....	5 603	2 760	683
Préparations de viandes.....	944	1 480	593
Sucres et sucreries.....	11 342	10 437	8 066
Préparations à base de céréales, pâtisseries.....	3 274	2 760	2 185
Préparations de légumes et de fruits.	987	1 683	788
Préparations alimentaires diverses..	1 117	664	1 040
Boissons.....	5 093	6 955	6 158

Principales exportations agro-alimentaires françaises
à destination du Yémen du Nord.

	1976	1977	9 mois 1978
	(En milliers de francs.)		
Total (chiffres arrondis).....	56 000	59 000	178 000
Dont :			
Vielandes et abats comestibles.....	2 447	23 267	109 319
Lait et produits de la laiterie.....	10 654	248	6 066
Fruits.....	1 321	2 369	»
Produits de la minoterie.....	16 815	7 236	1 973
Sucres et sucreries.....	23 209	20 052	54 037
Préparations à base de céréales, pâtisseries.....	178	342	1 318
Préparations alimentaires diverses..	628	485	681
Boissons.....	328	1 378	1 884

Commerce extérieur (importations).

11278. — 20 janvier 1979. — M. Pierre-Bernard Cousté demande à M. le ministre du commerce extérieur de bien vouloir lui préciser le degré de pénétration sur le marché français des montres électroniques du Sud-Est asiatique. Il souhaiterait savoir si des mesures sont envisagées pour limiter cette pénétration, qui cause un grave préjudice à l'industrie horlogère française, et aggrave encore ses difficultés.

Réponse. — L'industrie de la montre électronique en France n'a pris son essor que récemment, de sorte que le marché intérieur est encore largement alimenté par les importations. Dans ces importations, les pays du Sud-Est asiatique (Corée du Sud, Hong-Kong, Malaisie, Singapour, Taiwan, Thaïlande et Japon) occupent une place importante: en valeur, 41 p. 100 des importations totales en 1976, 60 p. 100 en 1978. Une part importante des importations donne lieu à des réexportations (négoce pur ou exportations de montres réalisées par emboîtages de mouvements importés). Ce phénomène a deux conséquences: a) malgré la faiblesse de la production nationale, le taux de couverture des importations par les exportations n'est pas négligeable.

Taux de couverture E/I en valeur (en pourcentage): 1976: 24; 1977: 44; 1978: 32. b) Les importations excèdent largement le marché national, défini par l'égalité: marché national = production + importations — exportations (1).

Taux de pénétration du marché intérieur par les produits du Sud-Est asiatique (en pourcentage): en valeur (dont Japon) 1976: 54 (20); 1977: 98 (30); 1978: 84 (44). En quantité (dont Japon) 1976: 52 (9); 1977: 95 (10); 1978: 74 (14). Ces taux s'expliquent par deux facteurs: la faiblesse de la production française de mouvements électroniques, l'importance de l'activité française de négoce et d'emboîtement de mouvements électroniques destinés à la réexportation. Actuellement, l'industrie française ne paraît pas être en état de fournir les mouvements électroniques nécessaires tant à l'alimentation du marché intérieur qu'à l'activité d'emboîtement en vue de la réexportation. Une limitation par voie autoritaire des importations en provenance du Sud-Est asiatique n'aiderait donc en rien pour le moment notre industrie, et placerait au contraire dans une position difficile les négociants et les industriels qui se livrent à l'emboîtement.

(1) Ici la différence (production — exportations) est négative.

COOPÉRATION

Coopération militaire (Empire centrafricain)

12256. — 10 février 1979. — M. Alain Vivien appelle l'attention de M. le ministre de la coopération sur les événements tragiques qui ont ensanglanté l'Empire centrafricain il y a quelques jours. La situation intérieure de nombreux pays d'Afrique liés à la France par des accords de coopération militaire étant très instable, il lui demande: 1° si le Gouvernement français a donné des consignes précises à ses coopérateurs militaires afin qu'ils ne prennent, selon la formule consacrée par les accords d'assistance militaire, en aucun cas part à l'exécution d'opérations de guerre, ni de maintien ou de rétablissement de l'ordre ou de la légalité; 2° s'il s'est assuré

qu'aucun militaire français n'a pris part aux mesures de maintien de l'ordre prises à Bangui, que ce soit aux côtés des forces impériales ou au sein du détachement des troupes zairoises.

Réponse. — A l'initiative des autorités de Bangui, il n'y a plus de coopérant militaire en Empire centrafricain depuis avril 1977. Le Gouvernement français est ainsi assuré qu'aucun militaire français n'a pris part aux opérations de rétablissement de l'ordre conduites récemment dans ce pays.

INDUSTRIE

Petites et moyennes entreprises (aides aux petites et moyennes entreprises en difficulté).

2643. — 7 juin 1978. — M. Philippe Malaud appelle l'attention de M. le ministre de l'Industrie sur la situation des entreprises en difficulté, particulièrement des P. M. E. face à la crise actuelle. 1^o Alors que le contribuable est régulièrement appelé à renflouer les importantes entreprises en difficulté, celles du secteur public en déficit de 30 milliards, et celles du secteur privé en difficulté à peu près complète se manifestent du côté des pouvoirs publics à l'égard des P. M. E. qualifiées généralement de « Canards boiteux » et abandonnées à leur sort. 2^o L'encadrement du crédit leur est à peu près exclusivement réservé et sert en outre de prétexte à la suppression de toute facilité à l'annonce de la première difficulté les concernant. 3^o Le régime juridique des entreprises en difficulté est parfaitement incohérent ; régulièrement assoupli et appliqué sur mesure aux grandes entreprises qui bénéficient à plein de toutes les procédures de suspension de poursuites dont la caractéristique est de répercuter les difficultés sur les clients et sous-traitants, il frappe de plein fouet les P. M. E. assujetties à des hordes de syndicats, administrateurs et experts, généralement surchargés, souvent incapables, et, en tout cas, complètement indifférents aux problèmes de survie de l'entreprise et de maintien de l'emploi. Il demande à M. le Premier ministre s'il envisage d'instaurer : un minimum d'égalité de traitement entre les « gros » bénéficiaires de toutes les faveurs de l'administration et les « petits », l'allègement de l'encadrement du crédit au profit des P. M. E. et l'élimination d'une prétendue sélectivité qui ne joue qu'en faveur des privilégiés et tend même à réserver l'argent à ceux qui en ont déjà et n'en ont pas besoin ; l'amélioration des procédures surannées actuellement appliquées aux entreprises en parlant de l'idée qu'il s'agit d'abord de sauver, chaque fois que c'est possible, les entreprises et les emplois, et non de faire vivre le plus longtemps possible le plus grand nombre de parasites.

Réponse. — Le problème des entreprises en difficulté retient toute l'attention du Gouvernement. Celui-ci est naturellement amené à s'intéresser aux difficultés des grands groupes, dont les licenciements auraient des conséquences particulièrement graves sur le marché de l'emploi. Mais il s'est également attaché à développer un réseau d'assistance pour les entreprises petites ou moyennes, qui connaissent également des difficultés graves du fait de l'évolution économique générale. C'est ainsi que des comités départementaux pour l'examen des problèmes de financement des entreprises (C.O.D.E.F.I.) ont été mis en place dans tous les départements. Ces comités sont habilités à intervenir pour faciliter des reports d'échéances publiques, ou pour accorder des crédits financés par le fonds de développement économique et social. Le Gouvernement développe par ailleurs, depuis 1976, une politique particulièrement active dans le domaine de la petite et moyenne industrie, avec le souci de pallier les éventuelles faiblesses que peuvent connaître du fait de leur dimension les petites entreprises, et de valoriser les atouts que peut également receler une taille petite ou moyenne. L'encadrement du crédit s'applique à l'ensemble des entreprises, indépendamment de leur importance. Mais il peut arriver que les grandes entreprises, en raison de leurs structures et de leur dimension, puissent bénéficier de facilités de gestion qui seraient moins accessibles à des entreprises petites ou moyennes. Ce type de problème fait l'objet d'une réflexion approfondie dans le cadre de la politique menée en faveur de la petite et moyenne industrie, et de nombreuses mesures ont été prises depuis trois ans pour faciliter le financement des entreprises petites ou moyennes. Le problème du régime juridique applicable aux entreprises en difficulté, et plus largement le problème de la prévention et du traitement des difficultés des entreprises, font actuellement l'objet d'une étude approfondie au sein des différents ministères concernés. Le Gouvernement envisage de déposer plusieurs projets de loi sur ces sujets, à propos desquels le Parlement sera donc amené à se prononcer.

Amiante (matériaux de substitution).

6957. — 7 octobre 1978. — M. Jean-Pierre Chevènement avait demandé à M. le ministre de l'Industrie l'état des études envisagées pour assurer la conversion des industries de l'amiante vers des matériaux de remplacement dans sa question écrite 40597 du 7 décem-

bre 1977. Il lui avait été répondu que sa question avait été transmise, pour attribution, au ministère de l'Industrie, du commerce et de l'artisanat. Bien qu'il n'existe pas de matériau de substitution répondant à toutes les utilisations de l'amiante, des études ont montré que celle-ci pourrait être remplacée par des fibres de verre au zirconium pour la production de fibrociment, par la vermiculite comme matériau d'isolation, par les fibres de carbone dans le matériel de friction ou par certains textiles artificiels ou même naturels (laine et coton) à la place de l'amiante textile. Il va de soi que la totale innocuité de ces matériaux devrait être confirmée avant leur développement à l'échelle industrielle. En conséquence, il lui demande l'état des études entreprises pour assurer la conversion des industries concernées vers des matériaux de substitution.

Réponse. — Les études relatives aux substituts de l'amiante se poursuivent ; jusqu'à présent elles n'ont pas encore pour la plupart conduit à des résultats totalement positifs. Il en est ainsi en particulier des études pour le remplacement de l'amiante par des fibres de verre au zirconium dans la fabrication des matériaux en amiantement, principale industrie consommatrice d'amiante. Ces fibres, contrairement à ce qu'on pensait au départ, sont attaquées par les alcalis du ciment, ce qui conduit à la dégradation rapide des matériaux fabriqués. Des essais de fibrillation d'autres matières minérales plus stables sont effectués à l'heure actuelle par l'industrie. Toutefois, les premières conclusions révèlent un pouvoir de renforcement trop faible nécessitant un traitement complémentaire d'amélioration. En ce qui concerne les garnitures de friction, certains secteurs particuliers (aviation, engins militaires, engins de travaux publics, etc.) utilisent déjà, en remplacement de garnitures en amiante des garnitures en métaux frittés ou en céramique, ou armées de fibres de carbone ou de fibres métalliques, mais l'extension à d'autres secteurs utilisateurs pose d'importants problèmes d'aptitude à l'emploi. Dans le cas des produits textiles et d'isolation, des substituts, tels que ceux rappelés par l'honorable parlementaire, sont également envisageables. Toutefois, et cette remarque est valable pour tous les produits minéraux fibreux, il est indispensable de s'assurer au préalable de leur innocuité, laquelle n'est pas évidente si on se réfère à certaines études récentes (études de l'I. N. R. S., études japonaises) dénonçant leur potentialité cancérigène, au même titre que les fibres d'amiante, en cas d'inhalation. En conclusion, si les recherches se poursuivent dans le sens souhaité, les problèmes rencontrés en pratique d'aptitude à l'emploi, expérimentation nécessaire sur le plan biologique, ne permettent pas d'envisager des progrès rapides. Dans l'immédiat, l'autre préoccupation du ministre de l'Industrie est, dans ces conditions, une application stricte de la réglementation instituée par le Gouvernement (décret n^o 77-949 du 17 août 1977 et arrêté d'application du 25 août 1977) relative aux contrôles à effectuer et aux précautions à prendre dans les établissements où le personnel est exposé à l'action des poussières d'amiante. Plus rigoureuse, dans l'ensemble, que les dispositions existant à l'étranger, notamment en Grande-Bretagne, dans le même domaine, cette réglementation qui se situe dans la ligne des recommandations faites par le bureau international du travail est de nature, si elle est bien appliquée, à donner toute sécurité aux diverses catégories de personnels susceptibles d'être en contact avec ce produit.

Emploi (Neuilly-sur-Marne [Seine-Saint-Denis]).

7002. — 11 octobre 1978. — Mme Marie-Thérèse Goutmann attire l'attention de M. le ministre de l'Industrie sur la situation d'une entreprise d'appareils électroménagers de Neuilly-sur-Marne dont la direction annonce quinze licenciements, sans reclassement, pour raison économique. Ces quinze suppressions d'emploi correspondent à la décision de la direction de supprimer le service après-vente, le support publicitaire de la société. En fait, parmi les quinze personnes privées d'emploi figurent les élus du personnel. Cette décision a été prise le 28 août alors que le comité d'établissement avait été convoqué sans tenir compte du délai réglementaire de trois jours et en pleine période de congés. Cette décision, illégale, fait suite aux refus successifs de l'inspection du travail d'accepter quatre licenciements touchant tous des délégués syndicaux. Enfin, au-delà de la menace de chômage et de l'atteinte aux libertés syndicales cette suppression du service après-vente de Neuilly-sur-Marne menace également les consommateurs. Compte tenu que cette société est une société multinationale, qui a bénéficié de conditions financières avantageuses de la part du Gouvernement français pour créer des emplois en France, elle lui demande quelles mesures il compte prendre pour empêcher ces licenciements, faire ainsi respecter le droit au travail et les libertés syndicales et maintenir l'activité de cette entreprise de Neuilly-sur-Marne.

Réponse. — La question posée par l'honorable parlementaire ne cite pas la société en cause. Les problèmes qu'elle évoque paraissent concerner des manquements au droit ne semblant pouvoir être traités en première analyse dans le cadre des pouvoirs du ministre de l'Industrie.

Traités et conventions (accords sur la recherche et le développement concernant l'utilisation de la biomasse).

7390. — 18 octobre 1978. — **M. Paul Quilès** demande à **M. le ministre de l'Industrie** les raisons pour lesquelles la France n'a pas jugé utile de signer les accords internationaux sur la recherche et le développement concernant l'utilisation de la biomasse, alors que cette forme d'énergie, à base de produits forestiers en particulier, intéresse pourtant au premier chef la France.

Réponse. — La valorisation énergétique de la biomasse intéresse au premier chef la France, qui compte parmi les premiers pays agricoles et forestiers d'Europe. Au cours des dernières années, un vigoureux effort de recherche et de développement a été entrepris sur ce thème dans les laboratoires spécialisés, et en 1978 une somme de 8 millions de francs lui a été consacrée. De plus, des crédits d'incitation inscrits tant au fonds de la recherche qu'à l'agence pour les économies d'énergie sont venus compléter, à hauteur de 4 millions de francs, cette action de recherche. Dès aujourd'hui, on estime à environ 1 p. 100 de notre consommation nationale d'énergie l'apport de la biomasse (0,8 Mtep pour le bois de chauffage et environ 1 Mtep pour la consommation interne de l'industrie du bois). Le Gouvernement attache la plus grande importance à voir se développer l'utilisation énergétique de la biomasse. A cet effet, il a demandé au commissariat à l'énergie solaire de réunir les représentants des différents départements ministériels concernés dans un comité spécialisé, et dès 1979, d'augmenter de manière substantielle les crédits d'incitation pour le développement de cette filière. Au plan international, la France a signé des accords dans ce domaine avec les pays les plus intéressés par la valorisation de la biomasse, et notamment l'Inde et le Brésil. La référence à l'accord international auquel fait allusion l'honorable parlementaire concerne vraisemblablement un arrangement dans le cadre de l'agence internationale de l'énergie, et qui porte sur création d'une banque de données d'informations scientifiques et techniques sur la biomasse, qui a été signé à ce jour par les Etats-Unis, la Suède et l'Irlande (cette dernière étant chargée de la maîtrise d'œuvre de l'opération). La France ne peut se joindre à cet accord puisqu'elle n'est pas membre de cette agence. Néanmoins, la commission des Communautés européennes a entamé la procédure requise pour s'y joindre et, par son intermédiaire notre pays pourra être tenu informé du déroulement de cette opération. Il s'agit, en tout état de cause, d'une entreprise d'assez petite ampleur, puisque la contribution annuelle de la commission des Communautés européennes sera de l'ordre de 35 000 francs.

*Electricité et Gaz de France
(district mixte E. G. F. de Livarot (Calvados)).*

7472. — 19 octobre 1978. — **M. Louis Mexandeau** appelle l'attention de **M. le ministre de l'Industrie** sur l'inquiétude des agents du district mixte E. G. F. de Livarot (Calvados) au sujet de l'avenir de leur district. E. G. F. envisage, dans le cadre d'une restructuration de la subdivision de Lisieux, de supprimer le district de Livarot. Ces mesures ne peuvent conduire qu'à une détérioration du service public, parallèlement à une détérioration des conditions de travail. Cependant les administrés, qu'ils soient citadins ou ruraux, sont en droit d'attendre d'une entreprise nationalisée les mêmes facilités et les mêmes services. Il lui demande de bien vouloir lui indiquer les mesures qu'il compte prendre pour que les services publics et administratifs, dont l'objectif prioritaire ne doit pas être la rentabilité optimale, qui dépendent de son ministère ne soient pas supprimés dans les communes rurales.

Réponse. — La rentabilité n'est certes pas le seul objectif d'Electricité de France. Mais le service national doit aussi avoir le souci de ne pas pérenniser par des mesures conservatoires trop rigides des structures mal adaptées au monde moderne. C'est en fonction de telles considérations que Electricité de France envisage effectivement de modifier l'organisation actuelle de la subdivision de Lisieux ; l'établissement national a formé le projet de transférer au siège de la subdivision les services du district de Livarot. Les autorités municipales et les conseillers généraux intéressés ont été informés de ce projet par les soins du chef de centre de Caen et le dossier correspondant est actuellement soumis à l'examen des organismes statutaires compétents.

Electricité de France (alimentation en courant électrique).

8020. — 3 novembre 1978. — **M. François Léotard** attire l'attention de **M. le ministre de l'Industrie** sur les risques de coupures ou de baisses de tension du courant électrique au cours de l'hiver prochain. En effet, Electricité de France fait savoir que des baisses de tension

de l'ordre de 5 p. 100 pourraient avoir lieu afin de réduire la consommation de 7 à 8 p. 100. Cela ne serait pas sans conséquence, notamment sur les ordinateurs qui supportent mal de telles variations, ou les téléviseurs dont les images ont tendance à « flotter ». D'autre part, si de telles mesures se révélaient insuffisantes, EDF procéderait à des délestages, c'est-à-dire à des coupures pendant les heures de pointe entre 19 heures et 21 heures. Les raisons invoquées par EDF pour envisager un tel train de mesures sont, d'une part, les difficultés rencontrées par le programme des centrales nucléaires, d'autre part, les retards enregistrés dans la réalisation des ouvrages de transport, enfin l'accroissement de la consommation tant nationale que régionale. Il souligne que de telles mesures, et notamment des coupures de courant, ne seraient pas sans conséquences tant sur le plan de la sécurité des biens et des personnes que sur celui de l'activité économique, et il lui demande ainsi si d'autres solutions moins pénalisantes ne pourraient pas être envisagées.

Réponse. — La puissance installée en moyens de production d'énergie électrique nécessaire pour passer sans risque majeur les périodes d'hiver où la demande est la plus importante, est nettement supérieure à ce qui résulterait d'une stricte adéquation de ces moyens à la prévision de consommation moyenne pour ces périodes chargées. En effet, l'exploitant doit disposer d'une marge de production lui permettant de faire face à des aléas d'hydraulicité, qui modifient l'énergie hydroélectrique disponible, et aux indisponibilités programmées ou fortuites des équipements de production ou de transport. Il doit également se prémunir contre des aléas affectant la consommation qui résultent en particulier des fluctuations de l'activité économique et des variations de température. Le volume des équipements de production et de transport nécessaires à moyen terme résulte de calculs qui tiennent compte de ces différents éléments. Compte tenu de l'allongement des délais nécessaires à la mise en service des nouveaux équipements nucléaires; ces calculs ont amené les pouvoirs publics à autoriser EDF à engager un programme d'investissements assurant une marge complémentaire de production. Ce programme comprend, notamment la réalisation d'une tranche thermique au charbon de 600 MW au Havre et l'engagement de nouveaux équipements hydrauliques importants à Grand-Maison et à Super-Bissorte. Par ailleurs, les pouvoirs publics ont demandé à EDF de mettre au point un certain nombre de mesures complémentaires, notamment commerciales, visant à modérer la croissance de la puissance appelée en pointe, à mieux répartir la consommation d'électricité et à mieux utiliser les différents moyens disponibles. Ces mesures, mises en œuvre par l'établissement, complèteront l'effet modérateur de l'avance remboursable instituée sur les logements neufs chauffés à l'électricité. Elles permettront d'améliorer au cours des prochaines années l'adéquation entre les ressources et les besoins en électricité et de limiter au minimum les risques de coupures ou de baisse de tension. La panne du 19 décembre 1978 a montré l'extrême sensibilité du transport et de la distribution d'énergie électrique à toutes défaillances lors du passage des pointes de consommation. C'est la raison pour laquelle le ministre de l'Industrie a décidé de confier à une mission de fonctionnaires la tâche d'établir, dans un bref délai, un rapport sur les origines précises de cette défaillance et de procéder à un examen approfondi des mesures adoptées ou envisagées par EDF pour éviter son retour. Au vu des résultats de cet examen, des mesures nouvelles seront, si nécessaires, prises.

Electricité de France (marchés publics).

8435. — 16 novembre 1978. — **M. Maurice Ligot** appelle l'attention de **M. le ministre de l'Industrie** sur le mode de passation des marchés en matière de transports, au profit d'Electricité de France, qui ont été confiés à un pool de transporteurs, groupant les sociétés Mayer, Leix, Dessirier-Zucconi et Stag. Sans mettre en cause la compétence de ces sociétés, on peut s'étonner qu'un marché d'une telle importance ait pu se conclure de gré à gré. Les licences de transports étant déjà contingentes, pour l'équilibre du marché et instaurer une véritable concurrence, il semble nécessaire de modifier le régime actuel pour que les marchés puissent se passer par appel d'offres, et non de gré à gré. **M. Ligot** demande donc à **M. le ministre de l'Industrie** quelles mesures il envisage pour ouvrir ces marchés à toutes les entreprises de transports spécialisés.

Réponse. — L'honorable parlementaire se réfère à des contrats de transports confiés par Electricité de France à un groupement de sociétés spécialisées. Ces transports concernent des pièces très lourdes (200 à 400 T) rentrant dans la constitution des centrales nucléaires. Ils ne représentent que 20 p. 100 environ de la masse totale de matériels à transporter sur ces chantiers mais exigent la mise en œuvre de moyens très exceptionnels que bien évidemment chaque entreprise ne peut acquérir individuellement : remorques de 16 à 20 lignes et 3 demi-essieux à suspension hydrau-

lique; tracteurs de 220 à 250 T d'effort de traction du crochet. C'est pourquoi, à la suite d'une étude longue et minutieuse, effectuée de 1972 à 1976, Electricité de France a décidé de traiter de gré à gré avec un pool de transporteurs dont les matériels pourront s'adapter aux caractéristiques des charges exceptionnelles. Par contre, les autres matériels, qui représentent par leur nombre et leur masse l'essentiel des charges à transporter, sont acheminés sur les sites par leur constructeur qui s'adresse alors, selon les procédures habituelles, aux différentes entreprises de transports possédant des moyens suffisants.

Pétrole (raffineries).

10170. — 15 décembre 1978. — **M. Louis Mermaz** appelle l'attention de **M. le ministre de l'Industrie** sur la situation des unités de raffinage Elf-Antar, à Feyzin. L'arrêt de la fabrication à la raffinerie depuis le 3 décembre compromet gravement l'approvisionnement des entreprises et utilisateurs de la région. Il souligne que l'absence de prise en considération des revendications des personnels par la direction de même que la décision de mise au chômage technique de toutes les unités de production font peser une lourde menace à court terme sur cette activité indispensable à l'économie de la région Rhône-Alpes. Il exprime son inquiétude face à toute la politique de restructuration de l'industrie pétrolière en France qui tendrait à mettre fin au contrôle de l'Etat sur les importations et le marché intérieur, notamment par l'abrogation de la loi du 30 mars 1928, et conduirait à fermer une partie des installations existantes. Il lui rappelle que l'Etat étant majoritaire au sein du groupe Elf, c'est au Gouvernement de prendre toute mesure propre à garantir l'emploi et le fonctionnement normal de l'industrie de raffinage pétrolier. Il lui demande quelles sont les mesures que le Gouvernement compte prendre pour mettre fin au conflit actuel à la raffinerie de Feyzin; quelle est la politique générale du Gouvernement en matière d'approvisionnement pétrolier du pays et la place réservée dans cette politique aux centres de production de la région Rhône-Alpes.

Réponse. — Le conflit qui a conduit à un arrêt de la raffinerie de Feyzin au début du mois de décembre 1978 a été réglé, le 22 décembre, par un accord entre les partenaires sociaux. La raffinerie de Feyzin, dont l'importance pour la région Rhône-Alpes et le groupe Elf-Aquitaine est évidente, n'est en aucun cas menacée, car sa situation favorable et la qualité de ses productions en font un bon outil industriel. Le Gouvernement n'envisage en aucune manière l'abrogation de la loi du 30 mars 1928, ni une quelconque renonciation à la maîtrise des approvisionnements. La loi du 30 mars 1928 reste au contraire le principal outil de notre politique d'approvisionnement pétrolier dont les objectifs demeurent la permanence et la sécurité d'approvisionnement du pays dans des conditions optimales de coût assurant la compétitivité de notre économie. La permanence de ces missions s'accompagne très normalement, depuis plus de cinquante ans que cette loi est en vigueur, d'une adaptation des modalités d'application à l'évolution de la situation internationale. C'est ainsi que l'accent est placé aujourd'hui sur le contrôle des plans d'approvisionnement des opérateurs de façon à le rendre plus efficace et mieux adapté à l'évolution du marché pétrolier mondial.

Téléphone (industrie).

10764. — 5 janvier 1979. — **M. Robert Ballanger** attire l'attention de **M. le ministre de l'Industrie** sur les suppressions d'emplois en cours dans la téléphonie. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour garantir l'emploi à l'usine de Rennes et dans le cas où des licenciements seraient effectifs comment la reconversion des travailleurs sera assurée pour maintenir l'emploi en Bretagne, région particulièrement affectée par le chômage.

Réponse. — L'administration des Postes et Télécommunications a effectué ces dernières années un effort important pour doter le pays d'une infrastructure en matière de télécommunications comparable à celle des grands pays industrialisés. Cet effort s'est traduit par un taux de croissance élevé de l'équipement national qui reflétait en fait une action de rattrapage nécessairement temporaire. Actuellement les commandes des P et T sont stabilisées à un niveau permettant de satisfaire la demande. Pour que les exportations puissent compenser, voire surpasser, le ralentissement du taux de croissance national, il est impératif que les industries de télécommunications se présentent sur le marché international avec une technologie évoluée et des prix compétitifs. L'adoption de la commutation électronique en remplacement de la commutation électromécanique répond, entre autres, à ces objectifs. Il est certain que cette mutation technologique a augmenté de façon importante la productivité dans les industries du secteur. Dans le même temps, la croissance de nos exportations, bien qu'encou-

rageante, n'a pas encore atteint un niveau suffisant pour compenser les inconvénients qui pourraient résulter, pour l'emploi, de cette mutation technologique. Le ministère de l'Industrie, le secrétariat d'Etat aux postes et télécommunications et la délégation à l'aménagement du territoire et l'action régionale sont en concertation permanente pour réduire au minimum les conséquences éventuelles de cette situation au niveau de l'emploi. Concrètement les actions envisagées portent sur la reconversion des personnels, les aides à l'exportation, la création de produits et de services nouveaux. Certains de ces produits nouveaux présentés par des industriels de Rennes sont dès maintenant en cours d'évaluation par les administrations compétentes.

Langue française (vocables étrangers).

10408. — 5 janvier 1979. — **M. Pierre Bas** expose à **M. le ministre de l'Industrie** qu'au cours de la désastreuse panne d'EDF qui a privé d'électricité les trois quarts de la France à la suite sans doute d'une consommation excessive, des explications officielles ou officieuses ont été diffusées dont l'une commençait par : « dispatching d'EDF à Paris ». Sans attribuer obligatoirement à ses services l'origine de ce terme, il lui demande de bien vouloir veiller à ce qu'un vocable français soit utilisé pour désigner le répartiteur central d'EDF dans tous les commentaires officiels ou officieux.

Réponse. — A la suite de l'observation de l'honorable parlementaire sur l'emploi malencontreux d'un mot étranger pour désigner le répartiteur central d'EDF dans une communication officielle, le ministre de l'Industrie a renouvelé à ses services des instructions précises quant à l'utilisation de vocables français dans l'exercice de leur activité.

INTERIEUR

Finances locales (voirie départementale).

8968. — 22 novembre 1978. — **M. Jacques Lavedrine** demande à **M. le ministre de l'Intérieur** de bien vouloir lui faire connaître, pour chacune des années écoulées depuis le 1^{er} janvier 1972 et pour chacun des départements de la métropole : 1^o le montant des dépenses supportées par le conseil général au titre du réseau national secondaire déclassé dans la voirie départementale; 2^o le montant de la subvention versée par l'Etat au titre de ce même réseau; 3^o le montant des subventions éventuellement versées, pour ce même réseau, par l'établissement public régional.

Réponse. — La réponse à cette question a nécessité l'établissement de nombreux tableaux chiffrés qui ont été communiqués directement à l'honorable parlementaire.

Protection civile (sapeurs-pompiers).

10406. — 20 décembre 1978. — **M. Alain Hautecœur** attire l'attention de **M. le ministre de l'Intérieur** sur la situation faite aux légitimes revendications nationales des sapeurs-pompiers professionnels, corps tout à fait indispensable pour le département du Var. Il lui signale que faute jusqu'à ce jour de la réunion de la commission nationale paritaire de la sécurité civile, l'ensemble des problèmes soulevés par les organisations syndicales n'a pu être étudié. Il lui rappelle que ces revendications portent notamment sur : l'absence d'application aux sapeurs-pompiers professionnels des aménagements de carrière consentis aux personnels ouvriers et de maîtrise des communes; l'augmentation de l'indemnité de feu à 20 p. 100 de l'indice réel majoré 350; la garantie des ressources aux veuves et orphelins de sapeurs-pompiers décédés, accidentés ou atteints de maladies graves contractées en service commandé. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre afin que les différents problèmes posés par ces revendications puissent aboutir à l'amélioration des conditions de travail, de carrière et de vie de ces personnels.

Réponse. — Pour ce qui est tout d'abord de la situation indécise des sapeurs-pompiers professionnels, les dispositions des arrêtés du 29 septembre 1977 aménageant la carrière des ouvriers et personnel de maîtrise des villes ont été étendues aux caporaux et sous-officiers de sapeurs-pompiers à compter du 1^{er} janvier 1979 par arrêté du 14 janvier 1977. En ce qui concerne l'indemnité de feu, son taux a fait l'objet d'un relèvement de 14 à 16 p. 100 du traitement soumis à retenue pour pension par arrêté du 20 juillet 1978. Il n'est pas actuellement envisagé de procéder à un nouveau relèvement du taux de cette indemnité, qui progresse normalement en valeur absolue en même temps que les traitements de

référence. De ce fait, elle a augmenté de 27,25 p. 100 depuis le 20 juillet 1976. Par ailleurs, elle est strictement proportionnelle à la rémunération des intéressés. Il n'est pas prévu de modifier ce mode de calcul, et notamment de la plafonner comme le sous-entend la question posée. Quant aux garanties de ressources aux veuves et orphelins de sapeurs-pompiers décédés ou atteints de maladies graves contractées en service commandé, il faut noter que les sapeurs-pompiers professionnels ont en ce domaine les mêmes droits que tous les fonctionnaires. Les sapeurs-pompiers volontaires bénéficient d'une garantie comparable depuis la loi du 27 décembre 1975 et le décret d'application du 2 juillet 1976 qui les protègent spécialement. De plus, les ayants droit de tout sapeur-pompier professionnel ou volontaire décédé en service à la suite d'un attentat, d'une lutte, ou en ayant risqué volontairement sa vie pour sauver une ou plusieurs personnes, peuvent prétendre à bénéficier des dispositions de la loi de finances rectificative pour 1977 prévoyant que la pension de réversion ne peut être inférieure à la moitié du traitement afférent à l'indice brut 515, soit 2 500 francs environ de pension par mois au 1^{er} novembre 1978. En outre, le décret n° 78-180 du 29 mars 1978 prévoit que, dans ce cas, le capital décès augmenté éventuellement de la majoration pour enfants sera versé pendant trois années de suite. Il convient enfin d'ajouter que les commissions nationales paritaires qui n'ont pu être réunies jusqu'ici faute de désignation de maires, pourront se réunir d'ici deux mois lorsque les maires qui doivent y siéger auront été élus. Dans l'attente de ces réunions, la commission paritaire de protection contre l'incendie a été réunie le 23 février afin d'examiner les problèmes les plus urgents.

Police (personnel).

10482. — 22 décembre 1978. — **M. Jean-François Mancel** rappelle à **M. le ministre de l'intérieur** qu'un rapport a été établi par ses services selon lequel près de 10 000 fonctionnaires de police en tenue seraient détachés de leur service d'origine pour occuper des fonctions de secrétaire, de standardiste, de chauffeur et d'autres fonctions extrêmement diverses. Les effectifs ainsi distraits de leurs tâches normales représentent 15 p. 100 du total du corps des policiers en tenue. Quelques jours après la diffusion de ce rapport, il y a donc deux mois maintenant, des interventions ont eu lieu à ce sujet dans le cadre de la discussion du budget de son ministère. Il lui demande quelles dispositions ont déjà été prises et quelles dispositions sont envisagées afin qu'un nombre, le plus important possible, de ces gardiens de la paix, détournés de leurs tâches de sécurité, soient à nouveau affectés à des emplois touchant à la protection de la sécurité des citoyens.

Réponse. — Il est exact qu'un trop grand nombre de policiers sont affectés à des tâches qui ne sont pas strictement des tâches de police, même si elles y sont liées. C'est précisément pour remédier à cette situation qu'il considère comme anormale que le ministre de l'intérieur a demandé en juillet 1978 à l'inspection générale de l'administration un rapport sur ce sujet. Ce rapport indique qu'environ 8 000 fonctionnaires de police occupent des fonctions administratives ou sédentaires. Parmi ces 8 000 postes, et il convient d'insister sur ce point, certains sont des emplois sédentaires, certes, mais qui sont étroitement liés à des tâches opérationnelles, exigent de ce fait des compétences de police et ne peuvent être confiés qu'à des policiers. D'autres sont occupés par des policiers pour des raisons de sécurité et de nécessité absolue de permanence du service. D'autres enfin sont confiés à des policiers rendus inaptes à un service actif soit par suite de maladie, soit par suite de blessure en service. Mais la politique du ministre de l'intérieur est claire. Elle est de reverser à un service actif tous les gardiens de la paix affectés actuellement à des tâches administratives qui peuvent l'être. Dès 1979, 1 200 agents administratifs seront ainsi recrutés pour permettre le retour à des fonctions actives d'autant de policiers actuellement cantonnés à des tâches administratives. Cette politique sera poursuivie jusqu'à ce que seuls conservent une affectation sédentaire les policiers devenus inaptes à un service actif et ceux dont la présence à ces fonctions est nécessitée par des raisons de compétence ou de sécurité.

Racisme (antisémitisme).

10483. — 5 janvier 1979. — **M. Jean-Pierre Pierre-Bloch** demande à **M. le ministre de l'intérieur** quelles mesures le Gouvernement compte prendre pour mettre fin à la renaissance d'attentats criminels qui, trente-trois ans après la libération des camps de la mort, font ressurgir le spectre du nazisme et de l'antisémitisme. Depuis plusieurs semaines, des profanations de synagogues et de cimetières juifs, des inscriptions antisémites sur des magasins appar-

tenant à des Israélites ne cessent de se produire. En l'espace de trois jours, après la destruction par bombe du siège d'une organisation juive, c'est maintenant la synagogue de Drancy qui vient d'être incendiée. C'est à Drancy que des milliers de femmes, d'enfants, de vieillards et d'adultes ont été déportés avant de disparaître dans les fours crématoires, grâce à la complicité de traîtres au service des nazis comme Darquier de Pellepoix, Bousquet et Legay. Aujourd'hui, en brûlant un édifice religieux symbole de tant de souffrances, cherche-t-on une fois de plus à désigner un bouc émissaire comme cela fut déjà le cas dans le passé en période de crise économique. Il lui demande s'il pense pouvoir tolérer longtemps qu'en cette veille de Noël 1978, il se produise des événements qui rappellent étrangement la période des années 30 en Allemagne.

Réponse. — A la suite de l'attentat par explosif rappelé par le parlementaire intervenant et qui a causé des dégâts matériels à l'immeuble siège de cette organisation, une information judiciaire a été ouverte afin d'en découvrir les auteurs. Il est à noter que cet attentat a été revendiqué par plusieurs groupuscules dont certains se réclament d'idéologies totalement opposées et d'autres se réfèrent aux problèmes actuels au Moyen-Orient. En ce qui concerne l'incendie de la synagogue à Drancy qui n'a pas été quant à lui revendiqué, une information judiciaire est également en cours, afin de déterminer les causes exactes de ce sinistre. Des premiers résultats de l'enquête, il ressort que l'hypothèse d'une cause accidentelle ne saurait être écartée. Je tiens néanmoins à rappeler que les agissements des groupements extrémistes de toutes tendances sont suivis avec vigilance par les autorités responsables de l'ordre public. Le Gouvernement ne manquerait pas de faire application à leur encontre des dispositions de la loi du 10 janvier 1936 sur les groupes de combat et milices privées dès lors que les éléments justifient une mesure de dissolution seraient réunis. Quant aux inscriptions de caractère raciste et antisémite, je précise que toutes instructions utiles ont été adressées aux préfets pour qu'ils signalent aux parquets compétents les infractions dont ils pourraient avoir connaissance et qui leur paraîtraient tomber sous le coup des dispositions des articles 23 et 24 (alinéa 5) de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, modifiée par la loi n° 72-546 du 1^{er} juillet 1972 relative à la lutte contre le racisme. L'application stricte de la loi se trouve ainsi assurée.

Circulation routière (stationnement : handicapés).

10941. — 13 janvier 1979. — **M. Alain Bocquet** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur les difficultés rencontrées par les invalides ayant la stationnement pénible. En effet, lorsque ces personnes doivent se rendre auprès des services publics, notamment la sécurité sociale ou les services médicaux, il leur est très difficile de trouver une place de stationnement à proximité. Elles doivent donc, ce qui leur est déconseillé étant donné leur état de santé, marcher durant une distance relativement importante. En conséquence, il lui demande s'il ne pense pas prévoir des places de parking réservées aux invalides à proximité des bâtiments publics.

Réponse. — Le problème posé doit trouver sa solution sur le plan local dans l'esprit du décret du 1^{er} février 1979 fixant les mesures destinées à rendre accessibles aux personnes handicapées à mobilité réduite les installations neuves ouvertes au public. Il appartient en effet à la direction de chaque établissement de déterminer les emplacements existant sur son domaine privé qui seront réservés aux véhicules de certaines catégories de malades ou d'usagers. A défaut d'une telle possibilité à l'intérieur de l'établissement, la direction doit dans ce cas rechercher avec l'autorité investie du pouvoir de police si des solutions sont susceptibles d'être retenues dans le cadre de la réglementation du stationnement.

Tribunaux administratifs (création).

12070. — 10 février 1979. — **M. Jean-Louis Masson** rappelle à **M. le ministre de l'intérieur** que, dès le mois d'octobre 1978, lors du vote de la loi de restructuration de la sidérurgie, il avait réclamé un certain nombre de mesures et en particulier la création d'un tribunal administratif à Metz. Depuis cette date, il a eu l'occasion de rencontrer le directeur de cabinet de **M. le Premier ministre** et de lui remettre un long mémorandum sur cette affaire. Il lui rappelle que Metz est le seul chef-lieu de région à ne pas disposer de tribunal administratif, qu'en outre, contrairement à ce qu'affirmaient certains services administratifs dans une récente lettre, si un tribunal administratif était créé à Metz, ce ne serait pas celui de France qui aurait le moins d'affaires à traiter. Chacun

sait que très souvent les services centraux de l'administration sont réticents devant les problèmes que pourrait poser toute modification relative au département de la Moselle compte tenu de la juridiction spéciale d'Alsace-Lorraine. Il tient toutefois à rappeler que cet argument ne saurait être accepté dans la mesure où une cour d'appel a déjà été créée dans les mêmes conditions que pourrait être créé un tribunal administratif. Il lui demande donc de bien vouloir lui indiquer s'il est possible d'examiner favorablement sa proposition de création d'un tribunal administratif à Metz.

Réponse. — Il est précisé à l'honorable parlementaire que le département de la Moselle est rattaché en matière de contentieux administratif au tribunal administratif de Strasbourg. Ce rattachement se justifie à la fois par des raisons historiques et par le fait que les trois départements d'Alsace et de la Moselle restent soumis pour partie au « droit local » alsacien-lorrain. Etant donné, d'une part, le volume d'affaires contentieuses en provenance du département de la Moselle et, d'autre part, les besoins fort importants de renforcement de la majorité des tribunaux administratifs existants, il n'apparaît pas que, du strict point de vue du bon déroulement de la justice administrative, la création d'un tribunal administratif à Metz puisse être retenue actuellement.

Régions (conseils régionaux).

12244. — 10 février 1979. — **M. Joseph-Henri Maujougan du Gasset**, considérant les imbrications entre les réalisations des départements et celles des régions, imbrications entraînant des complémentarités financières indiscutables, demande à **M. le ministre de l'Intérieur (Collectivités locales)** s'il n'envisagerait pas de rendre membres de droit les présidents des conseils généraux au sein des conseils régionaux. Entérinant en fait un usage qui s'est établi dans la plupart des conseils régionaux.

Réponse. — La loi du 5 juillet 1972 portant création et organisation des régions concerne 83 départements de France métropolitaine qui forment 21 régions. Parmi les membres des conseils régionaux, on note la présence de 72 présidents de conseils généraux, toutefois ceux-ci ne siègent pas forcément en tant que membres de l'assemblée départementale qu'ils président. En effet, compte tenu de la composition particulière des conseils régionaux, ceux-ci comptent en leur sein 55 présidents de conseils généraux, titulaires d'un mandat parlementaire qui sont à ce titre membres de droit du conseil régional. Seuls 17 présidents de conseils généraux ont été désignés par l'assemblée départementale pour représenter les collectivités locales dans les conseils régionaux, les 16 autres présidents de conseil général dont les départements sont concernés par la loi de 1972 n'ont pas cru devoir solliciter de leurs collègues un mandat au conseil régional. Dans ces conditions, il ne semble pas souhaitable de retenir la modification envisagée par l'honorable parlementaire, d'une part, parce qu'il n'est pas possible qu'une seule personne puisse être titulaire de deux sièges (ce qui serait le cas d'un parlementaire président de conseil général si cette deuxième qualité conférait également un mandat de droit, sauf à mettre au point un système de désistement complexe), d'autre part, parce qu'il paraît essentiel de laisser aux conseils généraux la libre disponibilité du quota de sièges dont le choix des titulaires leur revient.

Police (personnel).

12591. — 24 février 1979. — **M. Laurent Fablus** expose à **M. le ministre de l'Intérieur** le problème des effectifs administratifs de la police nationale. Après la suspension du plan « Marcellin » qui avait pour objet de renforcer le volume de ces emplois, afin de replacer dans leurs attributions les fonctionnaires actifs appelés à tenir des postes sédentaires, la situation n'a cessé de se dégrader pour assurer la marche des services intérieurs. Il lui demande de lui faire connaître l'effectif budgétaire actuel des corps administratifs de la police ayant un emploi permanent, l'effectif de chacune des catégories identifiées sous les appellations suivantes : auxiliaires antérieurs à la réforme de 1950; auxiliaires temporaires; auxiliaires féminines chargées des fonctions de surveillance; vacataires ancienne formule (non retraités de la police); vacataires Plan Barre; auxiliaires du plan intérimaire et agents de bureau sur contrat. Il lui demande enfin de lui faire savoir le nombre de fonctionnaires actifs : 1° en tenue; 2° civils (inspecteurs, enquêteurs) susceptibles d'être replacés dans leur véritable mission en procédant dans le même temps au renforcement des effectifs administratifs de la police.

Police (personnel).

12653. — 24 février 1979. — **Mme Hélène Constens** expose à **M. le ministre de l'Intérieur** le problème des effectifs administratifs de la police nationale. Après la suspension du plan « Marcellin », qui avait pour objet de renforcer le volume de ces emplois, afin de replacer dans leurs attributions les fonctionnaires actifs appelés à tenir des postes sédentaires, la situation n'a cessé de se dégrader pour assurer la marche des services intérieurs. Elle lui demande de lui faire connaître l'effectif budgétaire actuel des corps administratifs de la police ayant un emploi permanent, l'effectif de chacune des catégories identifiées sous les appellations suivantes : auxiliaire antérieur à la réforme de 1950; auxiliaire temporaire; auxiliaire féminine chargée des fonctions de surveillance; vacataires ancienne formule (non retraités de la police); vacataire plan Barre; auxiliaires du plan intérimaire; agents de bureau sur contrat. Elle lui demande enfin de lui faire savoir le nombre de fonctionnaires actifs : 1° en tenue; 2° civils (inspecteurs, enquêteurs) susceptibles d'être replacés dans leur véritable mission en procédant dans le même temps au renforcement des effectifs administratifs de la police.

Réponse. — L'effectif des corps des fonctionnaires administratifs de la police nationale est budgétairement réparti dans les conditions suivantes : 610 secrétaires administratifs de police; 1 908 commis; 978 sténodactylographes; 583 agents techniques de bureau; 2 032 agents de bureau; 820 agents de service et 23 infirmières. L'effectif réel des personnels non titulaires des catégories énumérées s'établit actuellement comme suit : auxiliaires antérieurs à la réforme de 1950 : néant; auxiliaires temporaires : 342; auxiliaires féminines chargées des fonctions de surveillance : 370; vacataires ancienne formule (non retraités de la police) : 119; vacataires recrutés dans le cadre du programme d'action pour faciliter l'embauche des jeunes : néant; auxiliaires plan intérimaire : 345; agents de bureau sur contrat : néant. Le ministre de l'Intérieur a décidé de reverser à un service actif tous les fonctionnaires de police actuellement chargés de tâches administratives, qui peuvent l'être sans inconvénient pour le service. Dès 1979, 1 200 agents administratifs seront ainsi recrutés afin de permettre le retour à un service actif d'autant de fonctionnaires en tenue.

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Postes (franchise postale).

12491. — 17 février 1979. — **M. Jean Morellon** demande à **M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications** dans quelle mesure il ne pourrait être envisagé d'autoriser les demandeurs d'emploi répondant à des offres d'emploi de bénéficiaire, pour ce type de correspondance, d'une franchise postale, sous réserve, bien évidemment, d'un contrôle préalable qui permette d'éviter d'éventuels abus.

Réponse. — Le régime de la franchise postale concerne actuellement, d'une part, la correspondance exclusivement relative au service de l'Etat échangée entre fonctionnaires chefs d'un service d'une administration de l'Etat ainsi que la correspondance de même nature adressée par ces fonctionnaires aux responsables des établissements publics à caractère administratif et, d'autre part, les plis reçus ou expédiés par les organismes assurant la gestion des régimes obligatoires de la sécurité sociale. Dans les deux cas ces facilités ne correspondent pas à la gratuité. Le montant de la valeur du service rendu à ce titre par l'administration postale est remboursé, annuellement, au budget annexe des P. T. T. par le ministère du budget pour la correspondance officielle, et par les diverses caisses centrales intéressées pour les plis de la sécurité sociale. La mesure proposée par l'honorable parlementaire, en tant qu'elle étend le droit à la franchise à une nouvelle catégorie de bénéficiaires, crée une charge nouvelle pour le budget de l'Etat et, en application de l'article 34 de la Constitution, relève du domaine législatif. Pour sa part, le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications n'est pas favorable à une telle mesure. En effet, il est de nécessité absolue que l'administration des postes soit en mesure d'exercer un contrôle aisé et non contraignant pour les intéressés, sur tout système de franchises. Il ne peut donc être envisagé d'accorder cette facilité pour les échanges de correspondances entre particuliers, puisqu'il serait impossible de s'assurer que les plis concernent les seules réponses à des offres d'emploi et d'effectuer un dénombrement en vue du remboursement du service rendu, les entreprises destinataires des envois étant nombreuses et indéterminées.

Téléphone (redevance).

12537. — 17 février 1979. — **M. Emmanuel Hamel** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications** sur les conséquences du système dit de l'« utilisateur déclaré » en cas de location d'un logement muni d'une ligne téléphonique ; dans ce système le locataire a l'usage de la ligne mais c'est le titulaire de l'abonnement qui demeure juridiquement responsable de sa ligne et en tant que tel finalement redevable des taxes à acquitter. Le propriétaire du logement peut ainsi se trouver dans l'obligation de payer des sommes très importantes à la suite, par exemple, de la disparition d'un locataire défaillant. La solution qui consisterait, pour le propriétaire, à mettre fin à son abonnement téléphonique en cas d'usage par un tiers, ne vas pas sans inconvénient puisqu'elle entraîne la perte de tout droit sur la ligne et notamment le droit au transfert du poste. Il lui demande si, comme le proposait le médiateur dans son cinquième rapport, un système de cession d'abonnement au locataire avec reprise en fin de bail, analogue à celui pratiqué par E.D.F.-G.D.F. ne pourrait pas être mis en place pour le téléphone, ce qui permettrait d'éviter les inconvénients exposés ci-dessus.

Réponse. — Je précise tout d'abord que la procédure dite de l'utilisateur déclaré a été admise par mon administration en 1975 à la demande des propriétaires louant des locaux équipés du téléphone. Elle n'est appliquée qu'à la requête du propriétaire, qui est en état d'en apprécier les risques et à qui il appartient, s'il l'estime opportun, de se couvrir vis-à-vis de son locataire par des dispositions appropriées, et notamment par une caution, qui échappent à l'appréciation de mes services. Le locataire figure sur l'annuaire, reçoit les relevés bimestriels et s'engage, en signant une déclaration, à payer le montant de ces relevés. Je souligne que ce document appelle l'attention du propriétaire, titulaire de l'abonnement, sur le fait qu'il demeure responsable de l'utilisation faite de l'appareil et, notamment, en dernier ressort, du paiement de taxes et redevances. Cette responsabilité est la contrepartie logique de sa volonté de rester, quel que soit le locataire, titulaire d'un abonnement considéré comme un équipement facilitant la location du local. Il est par ailleurs logique qu'en cas de non paiement mon administration se retourne, tout comme E.D.F.-G. D. F., vers la personne avec laquelle elle a passé un contrat, et non vers un tiers qu'elle ne connaît que par l'intermédiaire du titulaire de l'abonnement. Elle saurait d'autant moins s'immiscer dans un éventuel litige entre propriétaire et locataire à propos du règlement des sommes qui lui sont dues que par la procédure de l'utilisateur déclaré est utilisée à la demande expresse du titulaire de la ligne, auquel il aurait été loisible d'abandonner le bénéfice de son abonnement et de laisser le soin au locataire ou à l'occupant de son local de régler directement son problème de téléphone avec mes services. J'ajoute, enfin, qu'est actuellement étudiée la possibilité de faciliter à l'occupant ou au locataire l'accès à la qualité de titulaire de l'abonnement et donc de seul responsable vis-à-vis de mes services de paiement des factures téléphoniques.

Téléphone (redevance d'abonnement).

12624. — 24 février 1979. — **M. Jean-Louis Masson** rappelle à **M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications** que le décret n° 78-570 du 29 avril 1978 a modifié la réglementation et les tarifs des télécommunications dans le régime intérieur. En application de ces dispositions, le décret n° 78-597 du 18 mai 1978 a assujéti les abonnés au téléphone rattachés à des commutateurs dépendant de circonscriptions de taxe de plus de 50 000 abonnés au 1^{er} janvier de l'année précédente à une redevance d'abonnement de la catégorie 2. Cette mesure conduit à fixer désormais à 80 francs la redevance bimestrielle devant être réglée pour une installation simple. Il lui demande les raisons qui ont motivé la décision prise en la matière, conduisant à une augmentation qui revêt un caractère discriminatoire pour les abonnés concernés. Il souhaite que les dispositions en cause soient revues afin de ne pas pénaliser les abonnés dont la ligne est reliée à un autocommutateur de plus de 50 000 abonnés et qui n'ont pas à faire les frais de cette extension du trafic téléphonique.

Réponse. — En France, comme dans la plupart des pays comparables, le taux de la redevance d'abonnement est modulé en fonction du nombre d'abonnés de la circonscription de rattachement. Le taux mensuel de 40 francs cité par l'honorable parlementaire est intermédiaire entre celui de 47 francs appliqué à la circonscription de Paris et celui de 35 francs appliqué aux petites circonscriptions de moins de 50 000 abonnés. Cette diversification se justifie au plan de l'équité par la différence du nombre de correspondants accessibles dans le cadre de la taxation locale, et ses modalités d'application s'expliquent au plan pratique par la simplicité et l'objectivité du critère retenu.

Téléphone (raccordement).

12768. — 24 février 1979. — **M. Maurice Andrieu** demande à **M. le ministre des postes et télécommunications** s'il ne pourrait envisager un tarif réduit de branchement téléphonique en faveur des personnes handicapées pour lesquelles le téléphone constitue un outil de travail ou une sécurité. Une telle mesure constituerait un premier effort financier dans l'attente d'une possibilité d'exonération totale réclamée par cette catégorie de citoyens, et déjà acquise pour les personnes âgées vivant seules et bénéficiaires du fonds national de solidarité. Elle constituerait, en outre, un élément non négligeable d'une politique d'insertion professionnelle, donc d'insertion sociale dans une large mesure, des handicapés.

Réponse. — L'exonération des frais forfaitaires d'accès au réseau a été décidée afin de permettre aux plus défavorisées des personnes âgées de disposer, en dépit de la modestie de leurs ressources, d'un raccordement téléphonique. Mais je rappelle qu'une priorité de raccordement de rang élevé est admise, sans condition d'âge ou de ressources, en faveur des victimes de handicaps graves et, dans certains cas, des personnes qui les ont à charge à leur domicile. Il en est ainsi, en particulier, pour les grands mutilés, grands invalides et victimes militaires ou civiles de la guerre définis aux articles L. 36 et L. 37 du code des pensions, les titulaires de la carte d'invalidité délivrée à titre définitif en application des articles 173 et 174 du code de la famille et de l'aide sociale, ainsi que les personnes ayant à charge à leur domicile un infirme civil mineur ou un infirme mental titulaires de cette carte, les victimes d'accidents du travail dont le taux d'incapacité permanente est au moins égal à 80 p. 100, les assurés sociaux invalides obligés de recourir à l'assistance d'une tierce personne. Ces mesures contribuent à la solution des problèmes d'insertion sociale et professionnelle évoqués par l'honorable parlementaire. Il est tentant, certes, de chercher à les compléter par l'exonération proposée mais l'extension du champ d'application actuel de cette mesure, qui serait sans aucun doute revendiquée par d'autres catégories sociales également dignes du plus grand intérêt, n'est actuellement pas possible compte tenu des problèmes que pose le financement du vaste programme d'équipement en cours.

Téléphone (raccordement).

12845. — 24 février 1979. — **M. Daniel Boulay** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications** sur la situation dramatique des télécommunications dans le département de la Sarthe. 23 983 Sarthois attendent le téléphone (chiffre officiel au 31 décembre 1978), soit une nouvelle aggravation de 8,66 p. 100 par rapport à fin 1977. Il faut attendre en moyenne 14,4 mois pour obtenir un raccordement soit 19 p. 100 de plus que sur l'ensemble de la région des Pays de Loire). Dans la Sarthe les demandeurs représentent 30 p. 100 des abonnés. Cette situation provoque la colère de tous ceux qui veulent que ne leur soit plus refusé ce qui devrait être un droit, en particulier les personnes seules, les personnes âgées, les handicapés, les malades. Elle appelle de l'Etat une politique tout à fait différente. **M. Daniel Boulay** rappelle, à ce point de vue, à **M. le secrétaire d'Etat** ce que précisait dans le débat du 14 novembre 1978 à l'Assemblée nationale le porte-parole du groupe communiste : « La crise dans les PTT n'est pas due à des « structures de gestion dépassées », mais au manque de moyens en crédits et en personnels, au fait que le service public est attaqué de toutes parts. » En refusant de cautionner le budget 1979 de misère des postes et télécommunications, les députés communistes ont répondu aux préoccupations des usagers et des personnels qui veulent rendre son efficacité à ce grand service public. Dans ces conditions, **M. Daniel Boulay** demande à **M. le secrétaire d'Etat** quels moyens financiers il compte mettre à la disposition des postes et télécommunications pour répondre aux besoins d'un département comme la Sarthe, si gravement sous-équipé.

Réponse. — Je ne saurais que laisser à l'honorable parlementaire la responsabilité de son analyse de la situation de l'équipement téléphonique de la Sarthe, dont j'observe toutefois que le nombre d'abonnés a plus que doublé au cours des trois dernières années. Ce résultat a été obtenu bien que mes services n'aient pu y obtenir la même coopération des collectivités locales que dans d'autres départements, ce qui explique le léger décalage qui s'est produit par rapport à l'ensemble de la région des pays de la Loire. L'effort de développement ne sera pas ralenti puisque l'objectif de croissance nette assigné aux services régionaux pour 1979, de l'ordre de 19 000 lignes, traduit une augmentation de 24 p. 100, nettement supérieure à tout ce qui a pu être jamais observé dans tous les pays économiquement comparables.

QUESTIONS ECRITES
pour lesquelles les ministres demandent
un délai supplémentaire
pour rassembler les éléments de leur réponse.
 (Art. 139, alinéa 3, du règlement.)

M. le ministre de l'éducation fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 12293 posée le 17 février 1979 par M. Henri Darras.

M. le ministre de l'éducation fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 12372 posée le 17 février 1979 par M. Jean Barvilliers.

M. le ministre de l'éducation fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 12442 posée le 17 février 1979 par M. Jean Fontaine.

M. le ministre de l'éducation fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 12469 posée le 17 février 1979 par M. André Soury.

M. le ministre de l'éducation fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 12481 posée le 17 février 1979 par M. Pierre-Bernard Cousté.

M. le ministre de l'éducation fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 12488 posée le 17 février 1979 par M. Alain Bonnet.

M. le ministre de l'éducation fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 12518 posée le 17 février 1979 par M. Yves Lanclen.

M. le ministre de l'éducation fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 12559 posée le 17 février 1979 par M. Jean-Pierre Cot.

M. le ministre de l'éducation fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 12580 posée le 17 février 1979 par M. Maurice Pourchon.

M. le ministre de l'éducation fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 12727 posée le 24 février 1979 par M. Jacques Cheminade.

Ce numéro comporte le compte rendu intégral des deux séances
 du vendredi 16 mars 1979.

1^{re} séance : page 1789 ; 2^e séance : page 1810.

ABONNEMENTS

	FRANCE et Outre-mer.		ÉTRANGER	
	Francs.		Francs.	
Assemblée nationale :				
Débats	36		225	
Documents	65		335	
Sénat :				
Débats	28		125	
Documents	65		320	

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION
 26, rue Desaix, 75732 Paris CEDEX 15.

Téléphone } Renseignements : 579-01-95
 Administration : 578-61-39

TELEX 201176 F DIRJO-PARIS